



RETURN BIDS TO:

RETOURNER LES SOUMISSIONS À:

Bid Receiving - PWGSC / Réception des
soumissions - TPSGC

11 Laurier St./11 rue Laurier

Place du Portage, Phase III

Core 0B2 / Noyau 0B2

Gatineau, Québec K1A 0S5

LETTER OF INTEREST

LETTRE D'INTÉRÊT

Comments - Commentaires

Vendor/Firm Name and Address

Raison sociale et adresse du

fournisseur/de l'entrepreneur

Issuing Office - Bureau de distribution

Construction Services Division/Division des services de
construction

140 O'Connor Street

140, rue O'Connor

Ontario

Ottawa

K1A 0S5

Title - Sujet GC - Demande de Qualification	
Solicitation No. - N° de l'invitation EH900-201608/B	Date 2020-08-28
Client Reference No. - N° de référence du client 20201608	GETS Ref. No. - N° de réf. de SEAG PW-\$\$\$FG-362-79040
File No. - N° de dossier fg362.EH900-201608	CCC No./N° CCC - FMS No./N° VME
Solicitation Closes - L'invitation prend fin at - à 02:00 PM on - le 2020-10-13	
Time Zone Fuseau horaire Eastern Daylight Saving Time EDT	
F.O.B. - F.A.B. Plant-Usine: <input type="checkbox"/> Destination: <input checked="" type="checkbox"/> Other-Autre: <input type="checkbox"/>	
Address Enquiries to: - Adresser toutes questions à: Kelly, Jessica	Buyer Id - Id de l'acheteur fg362
Telephone No. - N° de téléphone (873) - ()	FAX No. - N° de FAX () -
Destination - of Goods, Services, and Construction: Destination - des biens, services et construction: DEPARTMENT OF PUBLIC WORKS AND GOVERNMENT SERVICES CANADA PORTAGE III 11 LAURIER ST National Capital Area (Ottawa) Gatineau Quebec K1A0S5 Canada	

Instructions: See Herein

Instructions: Voir aux présentes

Delivery Required - Livraison exigée See Herein	Delivery Offered - Livraison proposée
Vendor/Firm Name and Address Raison sociale et adresse du fournisseur/de l'entrepreneur	
Telephone No. - N° de téléphone Facsimile No. - N° de télécopieur	
Name and title of person authorized to sign on behalf of Vendor/Firm (type or print) Nom et titre de la personne autorisée à signer au nom du fournisseur/ de l'entrepreneur (taper ou écrire en caractères d'imprimerie)	
Signature	Date



DEMANDE DE QUALIFICATION
POUR LA RÉNOVATION DE LA COUR SUPRÊME DU CANADA
OTTAWA (ONTARIO)

TABLE DES MATIÈRES

PARTIE 1 — RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX	3
1.1 Introduction	3
1.2 Sommaire	3
1.3 Avis important aux répondants	4
1.4 Méthode d’approvisionnement	4
1.5 Étape un (I) — Demande de qualification	4
1.6 Étape deux (II) — Demande de propositions	5
1.7 Réunions sur des renseignements commerciaux confidentiels et séance d’information	6
PARTIE 2 — INSTRUCTIONS À L’INTENTION DES RÉPONDANTS	7
2.1 Étape I : Demande de qualification	7
2.2 Définitions	7
2.3 Coentreprise	7
2.4 Identité ou capacité juridique du répondant	8
2.5 Étape I : Documents de réponse à la DDQ	8
2.6 Ensemble du besoin	9
2.7 Demandes de renseignements	9
2.8 Compte rendu	9
2.9 Coûts associés aux réponses	10
2.10 Droits du Canada	10
2.11 Soumission des réponses	10
2.12 Donner suite aux réponses	12
2.13 Présentation de la réponse	13
2.14 Révision de la réponse	15
2.15 Rejet de la réponse	15
2.16 Dispositions relatives à l’intégrité	16
2.17 Conformité aux lois applicables	18
2.18 Conflit d’intérêts — Avantage indu	18

2.19 Code de conduite	19
2.20 Sites Web	19
PARTIE 3 — PROCÉDURES D'ÉVALUATION	21
3.1 Ouverture des réponses et évaluation.....	21
3.2 Évaluation des réponses — Critères techniques obligatoires et critères techniques cotés	21
1. Définitions	21
2. Critères techniques obligatoires	23
3. Critères techniques cotés	24
4. Processus d'évaluation	32
3.3 Méthode de qualification	32
3.4 Modalités d'évaluation.....	33
PARTIE 4 — ATTESTATIONS ET RENSEIGNEMENTS SUPPLÉMENTAIRES	34
4.1 Renseignements généraux	34
4.2 Attestations et renseignements requis avec la réponse à la DDQ	34
PARTIE 5 — SÉCURITÉ	35
5.1 Exigences en matière de sécurité industrielle	35

ANNEXE A – Aperçu du projet

ANNEXE B — Liste de vérification des exigences relatives à la sécurité (LVERS)

ANNEXE C – Calcul de l'indexation – Valeur en 2019 des coûts de construction

PARTIE 1 — RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX

1.1 Introduction

La présente demande de qualification compte cinq parties ainsi que des annexes et des formulaires comme suit :

- | | |
|-----------------|---|
| Partie 1 | Renseignements généraux : fournit une description générale du besoin; |
| Partie 2 | Instructions à l'intention des répondants : renferme les instructions, les clauses et les conditions relatives à la demande de qualification; |
| Partie 3 | Procédures d'évaluation et méthode de sélection : décrit la façon selon laquelle se déroulera l'évaluation et présente les critères d'évaluation qui doivent être respectés dans la réponse, ainsi que la méthode de sélection; |
| Partie 4 | Attestations et renseignements supplémentaires : comprend les attestations et les renseignements à fournir; |
| Partie 5 | Sécurité : énonce les exigences précises en matière de sécurité liées au présent besoin. |

1.2 Sommaire

1. Travaux publics et Services gouvernementaux Canada (TPSGC) lance un processus de préqualification des soumissionnaires pour la prestation de services de gestion de construction pour la rénovation de l'édifice de la Cour suprême du Canada (ECSC). Le présent document définit les exigences de préqualification des répondants pour ce besoin. Les fournisseurs intéressés doivent répondre à la présente demande de qualification. Seuls les répondants qui, selon TPSGC, satisfont aux exigences de préqualification définies dans le présent document seront invités à présenter des soumissions concurrentielles pour l'exécution de ces travaux durant l'étape d'appel d'offres de la proposition.
2. Le gestionnaire de la construction doit veiller à ce que le projet de rénovation de l'ECSC soit livré dans les délais prévus, selon la durée estimative des travaux de construction et au niveau de qualité requis pour un édifice de cette importance, et doit offrir les services de gestion de la construction suivants, y compris, sans toutefois s'y limiter :
 - Services administratifs
 - Services de planification
 - i. Trousse de conception et planification de la gestion de conservation
 - ii. Planification de la gestion de la qualité
 - iii. Planification de la gestion des coûts
 - iv. Planification de la gestion des risques
 - v. Planification de la gestion des ressources humaines
 - vi. Planification de la gestion des approvisionnements
 - Services de mise en œuvre
 - i. Trousse de conception et planification de la gestion de conservation
 - ii. Gestion de la qualité
 - iii. Gestion des coûts
 - iv. Gestion du temps
 - v. Gestion des risques

- vi. Gestion des ressources humaines
- vii. Gestion de la santé et de la sécurité, en tant que « constructeur » en vertu du *Règlement du ministère du Travail* de l'Ontario et de la *Loi sur la santé et la sécurité au travail* de l'Ontario
- viii. Restrictions de travail et gestion de l'ordre des travaux
- ix. Gestion de l'approvisionnement
- x. Gestion des déchets
- xi. Gestion de la durabilité et de l'environnement
- Services de construction
 - i. Supervision et coordination de la construction et de la conservation
 - ii. Accessoires, mobilier et équipement et connectivité, supervision et coordination
 - iii. Gestion de la mise en service
- Services postérieurs à la construction
 - i. Lacunes et gestion de la mise en service saisonnière
 - ii. Entretien et gestion des services de rappel
 - iii. Gestion des garanties

1.3 Avis important aux répondants

1. **Exigences en matière de sécurité : Cette exigence est associée à des exigences de sécurité industrielle.** Pour tout autre renseignement, consultez l'article 1.6, étape deux (II) — Demande de propositions, partie 5 et l'annexe B. Pour en savoir plus sur les enquêtes de sécurité réalisées sur le personnel et les entreprises, ainsi que sur les clauses de sécurité, les répondants devraient consulter le site Web du Programme de sécurité industrielle de Travaux publics et Services gouvernementaux Canada (<http://ssi-iss.tpsgc-pwgsc.gc.ca/index-fra.html>).
2. **Dispositions relatives à l'intégrité :** Conformément à la Politique d'inadmissibilité et de suspension (<http://www.tpsgc-pwgsc.gc.ca/ci-if/politique-policy-fra.html>) du Canada, tous les répondants doivent présenter avec leur réponse, s'il y a lieu, le formulaire de déclaration d'intégrité. Veuillez consulter l'article 2.16, Dispositions relatives à l'intégrité, et la partie 4, Certification et renseignements supplémentaires.

1.4 Méthode d'approvisionnement

1. Une méthode d'approvisionnement en deux étapes sera suivie.
 - i. Étape un (I) — Demande de qualification
 - ii. Étape deux (II) — Demande de propositions
2. Avant la livraison et la publication de la demande de propositions (DP), des réunions concernant des renseignements commerciaux confidentiels sur un sujet particulier, limitées aux répondants qualifiés, peuvent être organisées afin de recueillir des commentaires pertinents de l'industrie dans la DP.

1.5 Étape un (I) — Demande de qualification

1. La présente demande de qualification (DDQ), visant à préqualifier les répondants possédant l'expérience nécessaire pour agir à titre de directeur des travaux, est ouverte à tous les

fournisseurs intéressés. La préqualification d'un soumissionnaire est fondée sur les exigences obligatoires et cotées définies dans la présente DDQ.

2. Toutes les exigences de préqualification de l'étape I devront également être respectées à l'étape II. Afin de pouvoir présenter une soumission à l'étape II, les soumissionnaires devront d'abord s'être préqualifiés auprès de TPSGC à l'étape I. La note de l'étape I (DDQ) sera reportée et représentera 20 % de la note technique totale de l'étape II (DP).

1.6 Étape deux (II) — Demande de propositions

1. Les renseignements qui figurent dans le présent article ne constituent pas un engagement de la part du Canada et sont fournis à titre informatif seulement. Ils peuvent être modifiés par TPSGC à l'étape II — DP.
2. Seuls les répondants qui auront été préqualifiés par TPSGC à l'étape I pourront présenter une soumission à l'étape II. La décision de participer à l'étape II revient à chaque répondant préqualifié.
3. Dans le cadre de la DP, TPSGC invitera les répondants préqualifiés à l'étape I à présenter des propositions selon une procédure de deux enveloppes dans le cadre de laquelle le soumissionnaire fournit une enveloppe 1 — Soumission technique et une enveloppe 2 — Soumission financière. La forme de la présentation de la DP sera décrite dans celle-ci et abordera les aspects techniques et financiers du besoin. Les exigences de la soumission technique seront déterminées par le Canada, à sa seule discrétion. À titre informatif, la soumission technique doit comprendre, sans le garantir, à tout le moins, les exigences suivantes :
 - (a) l'expérience et l'expertise des personnes principales y compris, sans toutefois s'y limiter, le directeur de projet, le surintendant principal, le gestionnaire des coûts et des risques, le gestionnaire de la conception, le gestionnaire de la conservation et la gestionnaire du temps;
 - (b) diverses questions liées aux processus et aux méthodes que le soumissionnaire utiliserait pour favoriser une stratégie de mise en œuvre intégrée et homogène du programme de travail de l'ECSC avec un modèle de prestation de services de gestion de la construction qui donne priorité à la conception et dans lequel les travaux de construction se déroulent simultanément;
 - (c) l'évaluation du contenu et de la qualité de la proposition écrite globale;
 - (d) une entrevue;
 - (e) d'autres critères que le Canada peut estimer nécessaires.
4. Les personnes principales indiquées dans toute DP subséquente devront être disponibles pour rendre les services exigés par les représentants de TPSGC.
5. Le soumissionnaire doit détenir une attestation de sécurité valide avant l'attribution du contrat, comme l'indique la partie 5 — Sécurité et conformément à l'annexe B.
6. Le soumissionnaire doit avoir la capacité financière nécessaire pour satisfaire à l'exigence. Dans le cadre de la DP, le Canada peut exiger la présentation de renseignements financiers conformément aux conditions énoncées dans le document A9033T (2012-07-16) (<https://achatsetventes.gc.ca/politiques-et-lignes-directrices/guide-des-clauses-et-conditions-uniformisees-d-achat/5/A/A9033T/8>).

7. Les valeurs en matière de cautionnement et d'assurance à l'article 3.2.2, Critères techniques obligatoires, sont établies aux fins de la présente DDQ. L'exigence relative au cautionnement et à l'assurance peut être précisée afin d'améliorer la valeur dans la DP.
8. Le Canada a l'intention de limiter la responsabilité de première partie pour les travaux effectués dans les édifices bas, les édifices en hauteur ou les édifices patrimoniaux.
9. À moins que le Canada n'ait donné son consentement écrit exprès, les soumissionnaires qui présentent une soumission à la DP doivent le faire sous le même nom légal que celui utilisé dans leur réponse à la DDQ. Pour confirmer le pouvoir des signataires et de manière à déterminer la capacité civile en vertu de laquelle il entend conclure un marché, le soumissionnaire qui exerce ses activités commerciales sous un nom autre que son nom personnel doit, avant l'attribution du contrat, fournir, à la demande du Canada, une preuve satisfaisante de
 - (a) ce pouvoir de signature;
 - (b) la capacité civile aux termes de laquelle il exerce ses activités commerciales;avant l'attribution du contrat. La preuve satisfaisante du pouvoir de signer peut être une copie certifiée conforme d'une résolution nommant les personnes autorisées à signer la soumission au nom de la compagnie constituée en personne morale ou de la société de personnes. La preuve de la capacité juridique peut prendre la forme d'une copie des documents d'incorporation ou de l'enregistrement du nom commercial d'un propriétaire unique ou d'une société de personnes. Ce qui précède s'applique également si le soumissionnaire est une coentreprise.
10. Les soumissionnaires doivent avoir un numéro d'entreprise – approvisionnement (NEA) avant de se voir attribuer un contrat. Pour obtenir un NEA, les soumissionnaires peuvent s'inscrire au service Données d'inscription des fournisseurs, sur le site Web : <https://achatsetventes.gc.ca/pour-les-entreprises/vendre-au-gouvernement-du-canada/s-inscrire-comme-fournisseur>. Il est également possible de communiquer avec la LigneInfo au 1800 — 811-1148 pour obtenir le numéro de téléphone de l'agent d'inscription des fournisseurs le plus proche.

1.7 Réunions sur des renseignements commerciaux confidentiels et séance d'information

1. On prévoit que les répondants préqualifiés pourraient avoir la possibilité de présenter des commentaires, des questions et des suggestions relativement à la DP dans le cadre de réunions sur des renseignements commerciaux confidentiels (RRCC) avant la publication officielle de la DP, ou qu'une séance d'information pourrait être organisée pour leur donner un aperçu. À la lumière de ces commentaires et suggestions, le Canada pourrait réviser l'ébauche de la DP.

PARTIE 2 — INSTRUCTIONS À L'INTENTION DES RÉPONDANTS

2.1 Étape I : Demande de qualification

1. Le répondant doit démontrer qu'il satisfait aux exigences définies à la partie 3 du présent document en fournissant tous les renseignements nécessaires. TPSGC évaluera la soumission de qualification du répondant et déterminera la situation de préqualification de ce dernier. TPSGC se réserve le droit de vérifier les renseignements et les références fournis.
2. Toutes les exigences de préqualification de l'étape I devront également être respectées à l'étape II.

2.2 Définitions

1. Les définitions suivantes s'appliquent à la présente DDQ :
 - (a) Le terme « soumissionnaire » désigne la personne ou l'entité (ou dans le cas d'une coentreprise, les personnes ou les entités) qui est préqualifiée à l'étape I de la DDQ pour présenter une soumission à l'étape II, la DP.
 - (b) Le terme « soumission » désigne la soumission officielle d'un soumissionnaire en réponse à l'étape II de la DP.
 - (c) Le terme « répondant » désigne la personne ou l'entité (ou dans le cas d'une coentreprise, les personnes ou les entités) qui présente une réponse.
 - (d) Le terme « réponse » est la réponse officielle à la présente DDR soumise par un répondant.

2.3 Coentreprise

2. Une coentreprise est une association d'au moins deux parties qui regroupent leurs fonds, leurs biens, leurs connaissances, leur expertise ou d'autres ressources dans une entreprise commerciale conjointe, parfois appelée consortium, pour soumettre ensemble une réponse ou une soumission. Les parties intéressées qui soumettent une réponse à titre de coentreprise doivent indiquer clairement qu'elles forment une coentreprise et fournir les renseignements suivants :
 - (a) le nom de chaque membre de la coentreprise;
 - (b) le nom du représentant de la coentreprise, c'est-à-dire le membre choisi par les autres membres pour les représenter, s'il y a lieu;
 - (c) le nom de la coentreprise, le cas échéant.
3. Si les renseignements contenus dans la réponse ne sont pas clairs, le répondant devra fournir les renseignements à la demande de l'autorité contractante.

4. La réponse doit être signée par tous les membres de la coentreprise, à moins qu'un membre n'ait été nommé pour agir au nom de tous les membres de la coentreprise. L'autorité contractante peut, à tout moment, demander à chaque membre de la coentreprise de confirmer que le représentant a reçu les pleins pouvoirs pour agir à titre de représentant pour les besoins de la réponse à la DDQ et de tout contrat subséquent.
5. Tous les membres de la coentreprise sont conjointement et solidairement responsables des obligations que doit respecter le répondant et/ou soumissionnaire conformément à la présente DDQ et à tout contrat subséquent.

2.4 Identité ou capacité juridique du répondant

1. Pour confirmer le pouvoir des signataires et de manière à déterminer la capacité juridique en vertu de laquelle il entend conclure un marché, le répondant présente une réponse et tout répondant qui exerce ses activités commerciales sous un nom autre que son nom personnel doit, avant l'attribution du contrat, fournir, à la demande du Canada, une preuve satisfaisante de
 - (a) ce pouvoir de signature;
 - (b) la capacité juridique en vertu de laquelle il exerce ses activités commerciales;

avant de passer à l'étape II de la DP. La preuve du pouvoir de signature peut prendre la forme d'une copie certifiée conforme d'une résolution nommant le ou les signataires autorisés à signer la présente réponse au nom de la compagnie constituée en personne morale ou de la société de personnes. La preuve de la capacité juridique peut prendre la forme d'une copie des documents d'incorporation ou de l'enregistrement du nom commercial d'un propriétaire unique ou d'une société de personnes. Ce qui précède s'applique également si le répondant est une coentreprise.

2.5 Étape I : Documents de réponse à la DDQ

1. Voici les cinq documents de réponse à la DDQ :
 - (a) Demande de qualification
 - (b) Annexe A — Aperçu du projet
 - (c) Annexe B — Liste de vérification des exigences relatives à la sécurité (LVERS)
 - (d) Annexe C — Calcul de l'indexation – Valeur en 2019 des coûts de construction
 - (e) Formulaire 1 — Formulaire d'identification du répondant
 - (f) Formulaire 2 — Formulaire de référence du client pour un projet représentatif — Projet de structure n° 1
 - (g) Formulaire 3 — Formulaire de référence du client pour un projet représentatif — Projet de structure n° 2
 - (h) Formulaire 4 — Formulaire de référence du client pour un projet représentatif — Projet de conservation du patrimoine n° 1
 - (i) Formulaire 5 — Formulaire de référence du client pour un projet représentatif — Projet de conservation du patrimoine n° 2
 - (j) Formulaire 6 — Formulaire de référence du client pour un projet représentatif — Projet complexe n° 1
 - (k) Formulaire 7 — Formulaire de référence du client pour un projet représentatif — Projet complexe n° 2
 - (l) Formulaire 8 — Dispositions relatives à l'intégrité – Liste de noms
 - (m) Toute modification publiée avant la clôture de la DDQ

2.6 Ensemble du besoin

1. Les documents de demande de soumissions de la DDQ contiennent toutes les exigences concernant la présente DDQ publiée dans le Service électronique d'appels d'offres du gouvernement, achatsetventes.gc.ca. Tout autre renseignement ou document fourni au répondant ou obtenu par lui auprès de qui que ce soit est sans pertinence. Les répondants ne devraient pas présumer que des pratiques utilisées dans des contrats précédents vont continuer, à moins qu'elles soient décrites dans la demande de soumissions. Les répondants ne devraient pas non plus présumer que leurs capacités actuelles répondent aux exigences de la demande de soumissions simplement parce qu'elles répondaient à des exigences antérieures.

2.7 Demandes de renseignements

1. Toute demande de renseignements concernant la DDQ doit être présentée par écrit à l'autorité contractante de TPSGC dont le nom figure sur la première page de la DDQ, et ce, le plus tôt possible pendant la période de soumission. Les demandes de renseignements devraient être présentées au moins dix (10) jours ouvrables avant la date de clôture de la DDQ, afin de donner suffisamment de temps pour y répondre.
2. Afin d'assurer l'uniformité et la qualité des renseignements fournis par les répondants, l'autorité contractante de TPSGC examinera le contenu des demandes de renseignements et décidera si des modifications sont nécessaires.
3. Toutes les demandes de renseignements et autres communications liées à la présente DDQ et envoyées pendant la période de soumission doivent être adressées uniquement à l'autorité contractante de TPSGC dont le nom figure sur la première page de la DDQ. Le défaut de se conformer à cette exigence pourrait entraîner la non-recevabilité de la réponse.

2.8 Compte rendu

1. Les répondants seront avisés par écrit une fois que la liste des répondants préqualifiés aura été établie, et, si une demande est faite à l'autorité contractante, les répondants non retenus recevront un compte rendu écrit. Si un répondant souhaite obtenir un compte rendu écrit, il doit contacter l'autorité contractante dans les quinze (15) jours ouvrables suivant la réception de l'avis l'informant du résultat de la DDQ pour en faire la demande.
2. Le compte rendu indiquera les raisons pour lesquelles le répondant n'a pas été retenu pour être invité à participer à l'étape II de la DP, s'il y a lieu. Le compte rendu se limitera aux détails et aux résultats de l'évaluation de la réponse présentée par le répondant. Le compte rendu ne fournira aucun détail sur le contenu ou les résultats de l'évaluation des réponses présentées par les autres répondants. La confidentialité de l'information concernant les autres répondants sera protégée. Le Canada ne remboursera aucun des coûts engagés par le répondant concernant le compte rendu.

2.9 Coûts associés aux réponses

1. Les coûts engagés en vue de préparer et de présenter une réponse à la présente DDQ ne seront pas remboursés. Le répondant sera le seul responsable des coûts engagés pour la préparation et la présentation d'une réponse, ainsi que des coûts qu'il a engagés pour l'évaluation de sa réponse.

2.10 Droits du Canada

1. Le Canada se réserve le droit :
 - (a) de rejeter l'une ou la totalité des réponses reçues, en réponse à la présente DDQ;
 - (b) de négocier avec les répondants n'importe quel aspect de leur réponse;
 - (c) d'accepter toute réponse, en tout ou en partie, sans négociations;
 - (d) d'annuler l'appel d'offres à tout moment;
 - (e) de publier de nouveau la DDQ;
 - (f) d'émettre de nouveau la DDQ en invitant uniquement les répondants qui ont répondu à présenter une nouvelle réponse dans un délai indiqué par le Canada, si aucune réponse recevable n'est reçue et que le besoin demeure fondamentalement le même;
 - (g) de négocier avec le seul répondant qui a présenté une réponse recevable pour s'assurer que le Canada obtiendra le meilleur rapport qualité-prix.

2.11 Soumission des réponses

1. Les réponses doivent être présentées à l'Unité de réception des soumissions de TPSGC au plus tard à la date, à l'heure et à l'endroit indiqués à la page 1 de la DDQ, ou comme il est autrement indiqué à la présente section 2.11, Soumission des réponses.
2. Les copies transmises par télécopieur ne seront pas acceptées.
3. La réponse doit être reçue au plus tard à la date et à l'heure indiquées pour la clôture de la DDQ. Avant de présenter la réponse, le répondant devrait s'assurer que l'information suivante est reproduite clairement, en caractères de frappe ou d'imprimerie au recto de l'enveloppe de réponse :
 - (a) le numéro de la demande de soumissions;
 - (b) le nom du soumissionnaire;
 - (c) l'adresse de retour;
 - (d) l'heure et la date de clôture de la DDQ.
4. Sauf indication contraire dans la DDQ, les réponses peuvent être transmises à l'aide du service Connexion postal offert par la Société canadienne des postes.

- (a) La seule adresse courriel valide pour transmettre les réponses à la présente DDQ à l'aide du service Connexion postal est :

tpsgc.dgareceptiondessoumissions-abbidReceiving.pwgsc@tpsgc-pwgsc.gc.ca

Aucune réponse transmise directement à cette adresse courriel ne sera acceptée. Cette dernière doit être utilisée pour ouvrir une conversation au moyen du service Connexion postal, comme il

est décrit ci-après, ou pour envoyer des réponses au moyen d'un message à l'aide du même service si le répondant utilise sa propre licence d'utilisateur.

5. Pour envoyer une réponse à l'aide du service Connexion postal, le répondant doit :
 - (a) envoyer directement sa réponse uniquement à l'Unité de réception des soumissions de TPSGC précisée à l'aide de sa propre licence d'utilisateur du service Connexion postal en vigueur entre son entreprise et la Société canadienne des postes; ou
 - (b) envoyer dès que possible, et, en tout cas, au moins six (6) jours ouvrables avant la date et l'heure de clôture de la DDQ (afin de garantir une réponse) un courriel qui contient le numéro de la demande de soumissions de la DDQ à l'Unité de réception des soumissions précisé de TPSGC pour demander d'ouvrir une conversation Connexion postal. Les demandes d'ouverture de conversation Connexion postal reçues après cette date pourraient rester sans réponse.
6. Si le répondant envoie un courriel demandant le service Connexion postal à l'Unité de réception des soumissions précisé dans la demande de soumissions de la DDQ, un agent de l'Unité de réception des soumissions lancera une conversation Connexion postal. La conversation du service Connexion postal créera une notification par courriel de la Société canadienne des postes invitant le répondant à accéder au message dans la conversation et à prendre les mesures nécessaires pour répondre. Le répondant sera alors en mesure de transmettre sa réponse par la suite à n'importe quel moment avant la date et l'heure de clôture de la DDQ.
7. Si le répondant utilise sa licence d'entreprise en vigueur pour envoyer sa réponse, il doit maintenir la conversation Connexion postal ouverte jusqu'à au moins trente (30) jours ouvrables après la date et l'heure de clôture de la DDQ.
8. Le numéro de la demande de soumissions de la DDQ devrait être indiqué dans le champ de message Connexion postal produit pour tous les transferts électroniques.
9. Il est important de savoir qu'il faut avoir une adresse postale canadienne pour utiliser le service Connexion postal. Si le répondant n'en a pas, il peut utiliser l'adresse de l'Unité de réception des soumissions indiquée dans la DDQ pour s'inscrire au service Connexion postal.
10. Dans le cas de réponses transmises par le service Connexion postal, le Canada ne pourra être tenu responsable d'aucune défaillance attribuable à l'utilisation de ce mode de transmission ou de réception. Entre autres, le Canada n'assumera aucune responsabilité pour ce qui suit :
 - (a) réception d'une réponse corrompue ou incomplète;
 - (b) disponibilité ou état du service Connexion postal;
 - (c) incompatibilité entre le matériel utilisé pour l'envoi et celui utilisé pour la réception;
 - (d) retard dans la transmission ou la réception de la réponse;
 - (e) défaut de la part du répondant de bien identifier la réponse;
 - (f) illisibilité de la réponse;
 - (g) sécurité des données incluses dans la réponse; ou
 - (h) incapacité de créer une conversation électronique par le service Connexion postal.
11. L'Unité de réception des soumissions enverra un accusé de réception des documents de réponse au moyen de la conversation Connexion postal, peu importe si la conversation a été initiée par le fournisseur à l'aide de sa propre licence ou par l'Unité de réception des soumissions. Cet accusé de réception confirmera la réception des documents de soumission et ne confirmera pas si les pièces jointes peuvent être ouvertes ou si le contenu est lisible.

12. Les répondants doivent veiller à utiliser la bonne adresse courriel pour l'Unité de réception des soumissions lorsqu'ils amorcent une conversation dans Connexion postal ou communiquent avec l'Unité de réception des soumissions et ne doivent pas se fier à l'exactitude d'un copié-collé de l'adresse courriel dans le système Connexion postal.
13. Une réponse transmise par le service Connexion postal constitue la réponse officielle du répondant.
14. Le Canada diffusera les avis de projet de marché (APM), les invitations à soumissionner de la DDQ et les documents connexes aux fins de téléchargement, par l'entremise du SEAOG. Le gouvernement du Canada n'est pas responsable de l'information figurant sur les sites Web de tiers, et n'assumera aucune responsabilité, quelle qu'elle soit, à cet égard. Le Canada n'enverra aucun avis si un APM, une demande de DDQ ou des documents connexes sont modifiés. Le Canada publiera toutes les modifications, y compris les demandes de renseignements reçues et leurs réponses, au moyen du SEAOG. Le répondant est tenu de consulter régulièrement le SEAOG pour obtenir l'information la plus récente. Le Canada ne saurait être tenu responsable d'une erreur de la part du soumissionnaire, ou de l'utilisation des services d'avis offerts par un tiers.
15. Le répondant est seul responsable de présenter la réponse dans les délais et en bonne et due forme. Le Canada n'assumera pas cette responsabilité ni n'acceptera qu'elle lui soit attribuée. Le répondant doit assumer tous les risques et toutes les conséquences qui sont attribuables à une réponse qui ne serait pas bien acheminée.

2.12 Donner suite aux réponses

1. Le répondant doit :
 - (a) présenter une réponse complète et signée par un représentant autorisé du répondant, dans le format requis, au plus tard à la date et à l'heure de clôture indiquées dans la DDQ;
 - (b) obtenir des précisions quant aux exigences contenues dans la DDQ, au besoin, avant de soumettre une réponse;
 - (c) Fournir une réponse complète et suffisamment détaillée qui permettra une évaluation complète conformément aux critères énoncés dans la présente DDQ.
2. **Politique d'achats écologiques du Canada** : En avril 2006, le Canada a adopté une politique imposant aux organismes et aux ministères fédéraux de prendre les mesures nécessaires pour intégrer des considérations environnementales dans le processus d'approvisionnement. Afin d'aider le Canada à atteindre ses objectifs, les répondants devraient :
 - (a) utiliser du papier contenant des fibres certifiées provenant d'un aménagement forestier durable ou contenant au moins 30 % de matières recyclées;
 - (b) utiliser un format qui respecte l'environnement : impression noir et blanc, recto verso ou à double face, broché ou agrafé, sans reliure Cerlox, reliure à attaches, ni reliure à anneaux.

2.13 Présentation de la réponse

1. Les exigences visant le format de présentation ci-après devraient être respectées au moment de la préparation de la réponse :
 - Format du papier — 216 mm x 279 mm (8,5 po x 11 po).
 - Taille de la police — Times 11 points (ou équivalent) ou plus
 - Marges minimales : 12 mm à gauche, à droite, en haut et en bas.
 - Il est préférable que les propositions soient présentées sur des pages recto verso.
 - On entend par « page » un (1) côté d'une feuille de papier de 216 mm x 279 mm (8,5 po x 11 po). Une feuille à pliage paravent de format 279 mm x 432 mm (11 po x 17 po) pour les tableaux et les organigrammes, par exemple, comptera pour deux pages.
2. Les éléments de la réponse devraient suivre l'ordre établi dans l'article 3.2, Évaluation de la réponse — Critères techniques obligatoires et critères techniques cotés de la DDQ. Le nombre maximal de pages, y compris le texte et les graphiques, est indiqué dans la description de chaque critère. Dans les cas où un maximum de pages s'applique, toutes les pages qui dépassent la limite ne seront pas évaluées. Les exigences suivantes n'entrent pas dans cette limite :
 - une lettre d'accompagnement;
 - la page de couverture de la réponse;
 - le Formulaire d'identification du répondant;
 - un formulaire de déclaration rempli — une déclaration de condamnation à une infraction, au besoin;
 - des formulaires de référence du client;
 - le formulaire Dispositions relatives à l'intégrité — Liste de noms
 - six (6) autres copies de la réponse
3. Si la réponse n'est pas soumise à l'aide du service Connexion postal, le répondant doit présenter une (1) réponse originale signée accompagnée :
 - (a) de six (6) copies de la réponse;
 - (b) d'une copie électronique, dans un format compatible avec Microsoft Office Suite 2020 ou Adobe Acrobat 10.0 sur clé USB.
4. Les répondants doivent démontrer leur compréhension des exigences contenues dans la DDQ et expliquer comment ils satisferont à ces exigences. Les répondants doivent démontrer leur capacité et décrire leur approche de façon complète, concise et claire.
5. La réponse doit aborder clairement et de façon suffisamment approfondie les points qui font l'objet des critères d'évaluation en fonction desquels la réponse sera évaluée. Il ne suffit pas de simplement répéter l'énoncé figurant dans la DDQ. Pour faciliter l'évaluation de la réponse, le Canada demande que les répondants reprennent les sujets dans l'ordre des critères d'évaluation, sous les mêmes rubriques. Pour éviter les recoupements, les répondants peuvent rappeler différentes sections de leurs soumissions en indiquant le numéro de la section et de la page du passage où le sujet visé est déjà traité.

6. La réponse complète comprend ce qui suit :

- (a) **Formulaire d'identification du répondant :** Les répondants doivent inclure le formulaire 1 — Formulaire d'identification du répondant avec leur réponse, lequel fournit les renseignements exigés dans le cadre de l'évaluation, comme le nom d'une personne-ressource, le numéro d'entreprise – approvisionnement du répondant, etc. Le Canada peut ne pas tenir compte des vices de forme et des irrégularités mineures contenus dans le formulaire d'identification du répondant qu'il reçoit s'il détermine que les différences entre l'information et les exigences énoncées dans ce formulaire peuvent être corrigées ou écartées sans qu'un préjudice soit causé aux autres répondants. Si le formulaire 1 n'est pas rempli et soumis avec la réponse, l'autorité contractante informera le répondant du délai dans lequel il doit fournir les renseignements. Le défaut de se conformer à la demande de l'autorité contractante et de fournir les attestations dans le délai prévu rendra la réponse irrecevable.
- (b) **Expérience d'une coentreprise :** Lorsqu'un répondant est une coentreprise qui possède de l'expérience à ce titre, il peut soumettre l'expérience qu'il a acquise dans le cadre de cette coentreprise. Une coentreprise qui présente une réponse peut évoquer l'expérience de l'un de ses membres pour démontrer qu'elle satisfait à tout critère technique de la présente DDQ. Les membres d'une coentreprise ne peuvent pas regrouper leur expérience avec les membres d'une autre coentreprise pour respecter un critère technique de la présente DDQ (p. ex. deux membres d'une coentreprise comptent un an d'expérience relative à un critère donné; ils ne peuvent pas combiner cette expérience pour satisfaire à une exigence de deux ans d'expérience). Un membre de la coentreprise peut néanmoins mettre sa propre expérience en commun avec celle de la coentreprise. Par exemple, une coentreprise est composée du membre A et du membre B, et chaque membre peut mettre en commun son expérience individuelle avec l'expérience existante de la coentreprise. Chaque fois qu'il doit faire la preuve qu'il répond à un critère, le répondant doit indiquer quel membre de la coentreprise y répond ou si la coentreprise elle-même y répond. Si le répondant n'indique pas quel membre de la coentreprise respecte l'exigence, le Canada indiquera le délai qui lui est accordé pour fournir les renseignements manquants. Le défaut de fournir les renseignements dans le délai prévu fera en sorte que les renseignements ne seront pas évalués.
- (c) **Justification à l'appui de la conformité technique :** La réponse doit démontrer la conformité du répondant aux exigences précises indiquées à l'article 3.2, Évaluation de la réponse — Critères techniques obligatoires et critères techniques cotés, ce qui constitue le format demandé pour fournir une telle attestation (l'« attestation »). Il ne suffit pas de reprendre une à une les exigences; le répondant doit expliquer et démontrer la façon dont il y satisfera aux exigences et exécutera les travaux exigés. Il ne suffit pas de seulement déclarer que le répondant se conforme aux articles pertinents. Lorsque le Canada détermine que la justification est incomplète, il peut évaluer la réponse du répondant uniquement en fonction des renseignements qui sont justifiés adéquatement. Sinon, il doit la déclarer non conforme et la rejeter.
- (d) **Information des clients cités en référence :** Le répondant doit obtenir des références de clients conformément aux critères techniques cotés indiqués à l'article 3.2, Évaluation des réponses — Critères techniques obligatoires et critères techniques cotés. Les clients cités en référence doivent tous confirmer les faits indiqués dans la réponse du répondant, comme il est exigé par les formulaires 2, 3, 4, 5, 6 et 7 — Formulaire de référence du client. Si certains des renseignements demandés dans le Formulaire de référence du client :

- i. ne figurent pas dans le Formulaire de référence du client du répondant;
- ii. ne sont pas validés par une référence de clients;

le Canada indiquera le délai qui lui est accordé pour fournir les renseignements manquants. Le défaut de fournir les renseignements demandés dans le délai prévu fera en sorte que les renseignements manquants ne seront pas évalués. Par exemple, si le coût du projet représentatif n'est pas validé, le coût ne sera pas évalué. En cas de contradiction entre l'information donnée par la personne citée en référence et celle fournie par le répondant, l'information donnée par la personne citée en référence sera évaluée.

2.14 Révision de la réponse

1. On pourra modifier les réponses présentées conformément à ces exigences, à la condition que la réponse révisée parvienne au bureau désigné pour la présentation des réponses au plus tard à la date et à l'heure fixées pour la réception des réponses. La révision apportée à la réponse devra être transmise sur le papier à en-tête du répondant ou porter la signature de ce dernier. La révision doit également montrer clairement la ou les modifications à apporter à la réponse d'origine. La révision doit également inclure les renseignements indiqués à l'article 2.11, Présentation des réponses, et à l'article 2.12, Donner suite aux réponses.

2.15 Rejet de la réponse

1. Le Canada pourra accepter l'une quelconque des réponses ou pourra rejeter n'importe laquelle ou la totalité des réponses.
2. Sans limiter la portée générale du paragraphe 1, le Canada peut rejeter une réponse dans l'un des cas suivants :
 - (a) Les privilèges permettant au répondant de présenter des soumissions ont été suspendus ou sont en voie de l'être.
 - (b) Les privilèges permettant à tout employé ou sous-traitant visé dans la réponse de présenter des réponses sont soumis à une suspension ou sont en voie de le devenir, ce qui rendrait l'employé ou le sous-traitant inadmissible à soumissionner pour les travaux ou pour la partie des travaux de toute DP subséquente que le sous-traitant ou l'employé doit exécuter.
 - (c) Le répondant déclare faillite ou ne peut, pour quelque motif que ce soit, exercer ses activités pendant une durée prolongée.
 - (d) Des preuves de fraude, de corruption ou de fausse déclaration ou des preuves confirmant l'incapacité de respecter des lois protégeant les personnes contre toute forme de discrimination ont été déposées à la satisfaction du Canada à l'égard du répondant, de l'un de ses employés ou d'un sous-traitant proposé dans le cadre de sa réponse.
 - (e) Des preuves à la satisfaction du Canada que, compte tenu de son comportement antérieur, le répondant, un sous-traitant ou une personne désignée pour exécuter les travaux découlant de la DP ne convient pas ou s'est comporté de façon inappropriée.
 - (f) Dans le cadre de transactions actuelles ou antérieures avec le Canada :

- i. le Canada a exercé ou est en voie d'exercer le recours contractuel lui permettant de retirer les travaux au répondant, à un sous-traitant ou à un employé visé par la réponse,
 - ii. le Canada détermine que le rendement du répondant dans le cadre d'autres contrats est suffisamment médiocre pour qu'on le considère incapable de répondre aux besoins faisant l'objet de la DDQ ou de toute DP subséquente.
3. Dans l'évaluation du rendement du répondant dans le cadre d'autres contrats conformément au sous-alinéa 2) f) (ii), le Canada peut tenir compte, notamment, des questions suivantes :
 - (a) la qualité de l'exécution des travaux;
 - (b) les délais dans lesquels les travaux ont été achevés;
 - (c) la gestion générale des travaux de l'entrepreneur et son incidence sur le niveau d'effort exigé de la part du Ministère et de ses représentants;
 - (d) l'intégralité et l'efficacité du programme de sécurité de l'entrepreneur lors de l'exécution des travaux.
4. Sans limiter la portée générale des paragraphes 1, 2 et 3, le Canada peut rejeter toute réponse s'il juge les éléments suivants insatisfaisants :
 - (a) la capacité du répondant à fournir la structure de gestion, le personnel compétent, l'expérience et l'équipement nécessaires pour exécuter les travaux de façon compétente dans le cadre du contrat;
 - (b) le rendement du répondant dans le cadre d'autres contrats.
5. Dans les cas où le Canada prévoit rejeter une réponse en vertu des paragraphes 1, 2, 3 ou 4, excluant l'alinéa 2) a), l'autorité contractante préviendra le répondant et lui donnera dix (10) jours ouvrables pour faire valoir son point de vue avant qu'une décision définitive soit prise.
6. Le Canada peut ne pas tenir compte des vices de forme et des irrégularités mineures contenus dans les réponses qu'il reçoit s'il détermine que les différences entre la réponse et les exigences énoncées dans les documents de DDQ peuvent être corrigées ou ignorées sans qu'un préjudice soit causé aux autres répondants.

2.16 Dispositions relatives à l'intégrité

1. *La Politique d'inadmissibilité et de suspension* (la « Politique ») en vigueur à la date d'émission de la DDQ ainsi que toutes les directives connexes en vigueur à cette date sont incorporées par renvoi à la DDQ et en font partie intégrante. Le répondant doit respecter la Politique et les directives, lesquelles se trouvent à la page <http://www.tpsgc-pwgsc.gc.ca/ci-if/politique-policy-fra.html>.
2. En vertu de la Politique, TPSGC pourrait suspendre un répondant ou déterminer son inadmissibilité à conclure un contrat avec le Canada si lui, ses affiliés ou ses premiers sous-traitants sont accusés et reconnus coupables de certaines infractions. La liste des fournisseurs inadmissibles et suspendus figure dans la base de données sur l'intégrité de TPSGC. La Politique décrit la façon de présenter une demande de renseignements concernant l'inadmissibilité ou la suspension de fournisseurs.

3. En plus de tout autre renseignement exigé dans la DDQ, le répondant doit fournir ce qui suit :
- (a) dans les délais prescrits dans la Politique, tous les renseignements exigés dans la Politique qui sont décrits dans la section intitulée « Renseignements à fournir lors d'une soumission, de la passation d'un contrat ou de la conclusion d'un contrat immobilier »;
 - (b) avec son qualification, une liste complète de toutes les accusations au criminel et déclarations de culpabilité à l'étranger qui le touchent ou qui concernent ses affiliés et les premiers sous-traitants qu'il propose et qui, à sa connaissance, peuvent être semblables aux infractions énoncées dans la Politique. La liste des accusations au criminel et des déclarations de culpabilité à l'étranger doit être soumise au moyen du formulaire de déclaration de l'intégrité, qui se trouve à l'adresse suivante : <http://www.tpsgc-pwgsc.gc.ca/ci-if/declaration-fra.htm>.
4. Conformément au paragraphe 5, en présentant une réponse à la présente DDQ, le répondant atteste :
- (a) qu'il a lu et qu'il comprend la *Politique d'inadmissibilité et de suspension* (<https://www.tpsgc-pwgsc.gc.ca/ci-if/politique-policy-fra.html>);
 - (b) qu'il comprend que certaines accusations au criminel et déclarations de culpabilité au Canada et à l'étranger, et certaines autres circonstances, décrites dans la Politique, entraîneront ou peuvent entraîner une détermination d'inadmissibilité ou une suspension conformément à la Politique;
 - (c) qu'il est au courant que le Canada peut demander des renseignements, des attestations et des validations supplémentaires auprès du répondant ou d'un tiers, afin de prendre une décision à l'égard de son inadmissibilité ou de sa suspension;
 - (d) qu'il a fourni avec sa réponse une liste complète de toutes les accusations au criminel et déclarations de culpabilité à l'étranger qui le touchent ou qui concernent ses affiliés et les premiers sous-traitants qu'il propose et qui, à sa connaissance, peuvent être semblables aux infractions énoncées dans la Politique;
 - (e) qu'aucune des infractions criminelles commises au pays ni aucune autre circonstance décrite dans la Politique et susceptible d'entraîner une détermination d'inadmissibilité ou de suspension ne s'appliquent à lui, à ses affiliés et aux premiers sous-traitants qu'il propose;
 - (f) qu'il n'est au courant d'aucune décision d'inadmissibilité ou de suspension rendue par TPSGC à son sujet.
5. Lorsqu'un répondant est incapable de fournir les attestations exigées au paragraphe 4, il doit soumettre avec sa réponse un formulaire de déclaration de l'intégrité dûment rempli, lequel se trouve à l'adresse <http://www.tpsgc-pwgsc.gc.ca/ci-if/declaration-fra.htm>.
6. Le Canada déclarera une réponse non recevable s'il constate que les renseignements exigés sont incomplets ou inexacts, ou que les renseignements contenus dans une attestation ou une déclaration sont faux ou trompeurs, à quelque égard que ce soit. Si le Canada établit après la préqualification que le répondant a fourni une attestation ou une déclaration fautive ou trompeuse, il pourrait disqualifier le répondant. Conformément à la Politique, le Canada pourrait également déterminer que le soumissionnaire est inadmissible à l'attribution d'un contrat parce qu'il a fourni une attestation ou une déclaration fautive ou trompeuse.

2.17 Conformité aux lois applicables

1. En présentant une réponse, le répondant atteste qu'il a la capacité juridique de conclure un contrat et qu'il a en sa possession l'ensemble des licences, permis, inscriptions, attestations, déclarations, dépôts, ou autres autorisations valides requises pour satisfaire à toutes les lois et à tous les règlements fédéraux, provinciaux et municipaux qui s'appliquent à la présentation de la réponse et à l'établissement du contrat subséquent portant sur l'exécution des travaux.
2. Aux fins de vérification des exigences mentionnées au paragraphe 1, le répondant doit, sur demande, fournir une copie de chaque licence, permis, inscription, attestation, déclaration, dépôt ou autre autorisation valides indiqués dans la demande, tout en respectant le délai établi pour la présentation de ces documents.
3. Le non-respect des exigences exprimées au paragraphe 2 donnera lieu au rejet de la réponse.

2.18 Conflit d'intérêts — Avantage indu

1. Afin de protéger l'intégrité du processus d'approvisionnement, les répondants sont avisés que le Canada peut rejeter une soumission dans les circonstances suivantes :
 - (a) le répondant, un de ses sous-traitants ou un de leurs employés respectifs, actuels ou anciens, a participé d'une manière ou d'une autre à la préparation de la DDQ ou est en situation de conflit d'intérêts ou d'apparence de conflit d'intérêts;
 - (b) le Canada juge que le répondant, un de ses sous-traitants ou un de leurs employés respectifs, actuels ou anciens, a eu accès à des renseignements relatifs à la DDQ qui n'étaient pas à la disposition des autres répondants et que cela donne ou semble donner au répondant un avantage indu.
2. Le Canada ne considère pas que l'expérience acquise par un répondant qui fournit ou a déjà fourni des biens et services décrits dans la DDQ (ou des biens ou services semblables) confère en elle-même un avantage indu au répondant ou qu'elle crée un conflit d'intérêts. Ce répondant demeure cependant assujéti aux critères énoncés plus haut.
3. Dans le cas où le Canada a l'intention de rejeter une réponse conformément au présent article, l'autorité contractante prévendra le répondant et lui donnera la possibilité de faire valoir son point de vue, avant de prendre une décision définitive. Les répondants ayant un doute par rapport à une situation particulière devraient communiquer avec l'autorité contractante avant la clôture de la DDQ. En présentant une réponse, le répondant déclare qu'il n'est pas en conflit d'intérêts et qu'il ne bénéficie d'aucun avantage indu. Le répondant reconnaît que le gouvernement du Canada est le seul habilité à établir s'il existe un conflit d'intérêts ou un avantage indu (réel ou apparent).

2.19 Code de conduite

1. Selon le *Code de conduite pour l'approvisionnement* (<http://www.tpsgc-pwgsc.gc.ca/app-acq/cndt-cndct/contexte-context-fra.html>), les répondants doivent répondre aux demandes de soumissions de façon honnête, juste et exhaustive, rendre compte avec exactitude de leur capacité de satisfaire aux exigences énoncées dans les demandes de soumissions et les contrats subséquents, et présenter des réponses et soumissions et conclure des contrats que s'ils sont en mesure de satisfaire à toutes les obligations prévues au contrat. En présentant une réponse, le répondant atteste qu'il satisfait aux exigences du *Code de conduite pour l'approvisionnement*. Le défaut de se conformer au *Code de conduite pour l'approvisionnement* pourrait avoir pour conséquence que la réponse sera déclarée non recevable.

2.20 Sites Web

1. Voici une liste de certains des sites Web liés aux documents de la DDQ et de la DP pour de plus amples renseignements :
 - Achats et ventes : <https://achatsetventes.gc.ca/>
 - Sanctions économiques canadiennes : <http://www.international.gc.ca/sanctions/index.aspx?lang=fra>
 - Formulaire du rapport d'évaluation du rendement de l'entrepreneur (formulaire PWGSC-TPSGC 2913) : <http://www.tpsgc-pwgsc.gc.ca/app-acq/forms/documents/2913.pdf>
 - Cautionnement de soumission (formulaire PWGSC-TPSGC 504) : <http://www.tpsgc-pwgsc.gc.ca/app-acq/forms/documents/504.pdf>
 - Cautionnement d'exécution (Formulaire PWGSC-TPSGC 505) : http://www.tpsgc-pwgsc.gc.ca/app-acq/forms/documents/505_fra.pdf
 - Cautionnement pour le paiement de la main-d'œuvre et des matériaux (formulaire PWGSC-TPSGC 506) : <http://www.tpsgc-pwgsc.gc.ca/app-acq/forms/documents/506.pdf>
 - Guide des clauses et conditions uniformisées d'achat (CCUA) : <https://achatsetventes.gc.ca/politiques-et-lignes-directrices/guide-des-clauses-et-conditions-uniformisees-d-achat/5/R>
 - TPSGC : Programme de sécurité industrielle : <http://ssi-iss.tpsgc-pwgsc.gc.ca/index-fra.html>
 - Code de conduite pour l'approvisionnement et attestations de TPSGC : <http://www.tpsgc-pwgsc.gc.ca/app-acq/cndt-cndct/contexte-context-fra.html>
 - Formulaire relatifs à l'administration des contrats de construction et de services d'experts-conseils — Attribution des marchés immobiliers : <http://www.tpsgc-pwgsc.gc.ca/app-acq/forms/formulaires-forms-fra.html>
 - Formulaire de déclaration : <http://www.tpsgc-pwgsc.gc.ca/ci-if/formulaire-form-fra.html>

- Accords commerciaux : <https://achatsetventes.gc.ca/politiques-et-lignes-directrices/Cadre-strategique-et-juridique/Accords-commerciaux>

PARTIE 3 — PROCÉDURES D'ÉVALUATION

3.1 Ouverture des réponses et évaluation

1. Il n'y aura pas d'ouverture des soumissions en public à la date de clôture de la DDQ.
2. Les réponses seront évaluées en fonction des exigences techniques obligatoires et cotées énoncées ailleurs dans la DDQ. Toute réponse ne respectant pas les exigences obligatoires sera jugée non recevable et sera rejetée d'emblée.
3. Seuls les quatre (4) répondants qui ont obtenu les notes les plus élevées seront invités à présenter une soumission à l'étape II — DP.
4. Le Canada a fait appel à Raymond, Chabot, Grant, Thornton Consulting inc. pour obtenir les services d'un surveillant de l'équité qui surveillera le processus d'approvisionnement. Le surveillant de l'équité effectuera une surveillance officielle et une validation indépendante de l'équité du processus d'approvisionnement.
5. Une équipe d'évaluation composée de représentants du Canada évaluera les soumissions.

3.2 Évaluation des réponses — Critères techniques obligatoires et critères techniques cotés

1. Définitions

- (a) Projet de construction d'immeuble : désigne la construction d'un nouvel immeuble ou la rénovation d'un immeuble existant.
- (b) Client : désigne le responsable du projet, ou son représentant, du ministère ou de l'organisation qui finance le projet et ayant participé directement à la passation du contrat de construction du projet.
- (c) Achevé : Projet à l'égard duquel toutes les modalités du contrat ont été respectées, un certificat définitif d'achèvement a été délivré ou une facture définitive a été payée, et la date inscrite sur le certificat ou l'effet de paiement correspond à la date d'achèvement.
- (d) Projet complexe : désigne le projet de construction ou de rénovation dans un seul endroit (non pas plusieurs sites) qui comprend au moins trois (3) des caractéristiques suivantes :
 - i. infrastructure publique (par exemple, musée, aéroport, hôpital, pont);
 - ii. environnement spatial restreint (par exemple, région métropolitaine, masse terrestre limitée);
 - iii. exigences élevées en matière de sécurité pour l'ensemble d'un établissement (par exemple, hôpital, palais de justice, laboratoire, prison, installation industrielle);
 - iv. couches de circulation ou de programmation technique (par exemple, répercussions sur les piétons, transport en commun, systèmes locaux et centralisés, groupes d'utilisateurs multiples);
 - v. processus — contexte gouvernemental ou public (par exemple, nombreux organismes d'approbation, approbation ministérielle ou l'équivalent).

- (e) Gestionnaire de la construction : désigne une entreprise de construction chargée de fournir des conseils et des services de gestion de la construction tout au long de l'exécution du projet conformément aux modalités du contrat et également chargée de réaliser les travaux de construction.
- (f) Valeur des travaux de construction : Coût définitif du contrat (en dollars canadiens) conclu entre le client et l'entreprise, y compris toutes les modifications. Dans le cas d'un projet *en cours*, il s'agit du prix au moment de la présentation de la soumission, y compris tous les modificatifs. Le Canada indexera le coût de construction en dollars canadiens de 2019, de la façon indiquée à l'annexe C — Calcul de l'indexation. La valeur de la construction présentée en monnaie autre qu'en dollars canadiens sera convertie selon le taux de change publié par la Banque du Canada à la date d'achèvement du projet représentatif.
- (g) Garantie de contrat : désigne un cautionnement d'exécution (formulaire [PWGSC-TPSCG 505](https://www.tpsgc-pwgsc.gc.ca/app-acq/forms/505-fra.html), <https://www.tpsgc-pwgsc.gc.ca/app-acq/forms/505-fra.html>) et un cautionnement pour le paiement de la main-d'œuvre et des matériaux (formulaire [PWGSC-TPSCG 506](https://www.tpsgc-pwgsc.gc.ca/app-acq/forms/506-fra.html), <https://www.tpsgc-pwgsc.gc.ca/app-acq/forms/506-fra.html>) provenant d'une compagnie de cautionnement reconnue par le gouvernement du Canada.
- (h) Concepteur-constructeur : désigne une entreprise ou un groupe d'entreprises qui conclut un contrat unique avec un propriétaire afin de fournir des services professionnels de conception ainsi que la construction dans le cadre du projet.
- (i) Site, édifice ou monument patrimonial : désigne un site, un édifice ou un monument patrimonial désigné (ou possédant une désignation d'un niveau plus élevé comme celui d'édifice classé ou l'équivalent dans la localité), c'est-à-dire un édifice ayant été officiellement reconnu par une autorité compétente en vertu des cadres législatif et stratégique du droit applicables, ou ayant démontré son admissibilité pour une telle désignation en vertu des lois fédérales ou provinciales, ou l'équivalent.
- (j) Projet patrimonial : désigne un projet de construction ou de rénovation dans ou sur un *site, un édifice ou un monument patrimonial* qui nécessite des travaux de conservation du patrimoine y compris, sans toutefois s'y limiter, un ou plusieurs des travaux suivants fournis par un métier du patrimoine :
- i. la conservation des pierres et des briques extérieures, ce qui comprend la stabilisation, le rejointoiement, le ragréage, le rattachage ou la consolidation et le nettoyage du recouvrement en pierre ou en brique définissant le caractère patrimonial de l'immeuble, et/ou le remplacement par des pièces similaires des détails sculptés ou des solins obligatoires sur les surfaces irrégulières;
 - ii. des travaux de conservation du plâtre qui comprennent la réparation des plafonds historiques (plats ou en voûte) ou des travaux de plâtrage à des fins décoratives comprenant le ragréage, le rattachage ou la consolidation, ou encore le renforcement à l'aide de méthodes de conservation connues qui consistent à créer des moules et des pièces coulées;
 - iii. la conservation des pièces en métal, ce qui comprend la modification, l'assemblage, la restauration et la réinstallation des portes, des grilles, des auvents, des luminaires et des autres objets décoratifs ainsi que l'application d'une nouvelle finition sur ces éléments, ou la fabrication de répliques des portes et le moulage de nouveaux bras de lumière à l'aide des moules des bras de lumière originaux; la conservation des fenêtres en acier, y compris la réparation

- ou le remplacement par des pièces similaires des éléments manquants et la modernisation des éléments existants à l'aide d'une quincaillerie compatible;
- iv. l'application de peinture compatible avec la peinture existante et d'autres revêtements ou finitions décoratives à l'intérieur des édifices patrimoniaux;
- v. la conservation des revêtements de sol et des plinthes en marbre, en bois, en céramique et en terrazzo, ce qui comprend la réparation, le nettoyage, le remplacement limité par des pièces similaires, l'application d'un nouveau scellant ou l'injection de coulis.

- (k) Partenariat public-privé : désigne un contrat à long terme établi entre une entité du secteur public et une entité du secteur privé qui prévoit la fourniture d'actifs et la prestation de services.
- (l) Projet de structure : désigne des travaux d'ingénierie structurelle importante démontrant l'utilisation d'approches non traditionnelle qui ont entraîné des travaux immobiliers autonomes ou qui sont intégrés à un édifice.
- (m) En cours : désigne un projet présentement en cours, dont au moins 50 % des coûts de construction ont été facturés à la date de clôture de la présente DDQ.

2. Critères techniques obligatoires

- (a) Chaque réponse sera évaluée en fonction des exigences obligatoires de la présente DDQ. Tous les éléments de la DDQ qui constituent des exigences obligatoires sont désignés précisément par les termes « doit », « doivent », « O » ou « obligatoire ». Les réponses qui ne respectent pas toutes les exigences obligatoires seront déclarées irrecevables et seront rejetées.
- (b) Les critères techniques obligatoires sont présentés ci-dessous.

O1 Capacité en matière d'assurance

Le répondant doit prouver sa capacité à obtenir une assurance en fournissant ce qui suit :

1. Le répondant doit fournir une lettre ou un document équivalent d'un courtier ou d'une compagnie d'assurances autorisé à faire des affaires au Canada, stipulant qu'il est en mesure d'offrir une couverture d'assurance responsabilité civile générale d'au moins soixante-cinq millions de dollars canadiens (65 000 000 \$).

O2 Capacité en matière de garantie de contrat

Le répondant doit prouver sa capacité à obtenir une *garantie de contrat* en fournissant ce qui suit :

1. Le répondant doit fournir une lettre ou un document équivalent d'une société de cautionnement ou de garantie stipulant qu'il est en mesure d'offrir une garantie de contrat conformément aux conditions de garantie contractuelle pour les cautionnements figurant dans le document R2890D (2018-06-21) (<https://achatsetventes.gc.ca/politiques-et-lignes-directrices/guide-des-clauses-et-conditions-uniformisees-d-achat/5/R/R2890D/9>) d'un montant total de trois cent cinquante millions de dollars canadiens (350 000 000 \$). Voir

l'annexe L, [Compagnies de cautionnement reconnues \(https://www.tbs-sct.gc.ca/pol/doc-fra.aspx?id=14494%23appl\)](https://www.tbs-sct.gc.ca/pol/doc-fra.aspx?id=14494%23appl), du Conseil du Trésor, pour les sociétés de cautionnement et de garantie reconnues par le Canada.

3. Critères techniques cotés

- (a) Chaque réponse sera cotée en attribuant une note aux exigences cotées, lesquelles sont précisées dans la DDQ par le terme « cotées », « C » ou au moyen de référence à une note. Les réponses incomplètes et ne contenant pas tous les renseignements exigés dans la présente DDQ seront cotées en conséquence.
- (b) Les exigences techniques cotées sont présentées ci-dessous.

C1 Expérience du répondant

C1 Expérience de projet

Le répondant devrait indiquer six (6) *projets de construction d'immeuble* sur un maximum de cinq (5) pages par projet. Le répondant doit alors fournir les renseignements suivants :

1. Pertinence du projet :

- (a) Indiquer les projets ainsi :
 - i. Donner le nom, l'emplacement et la description de deux (2) *projets de structure* terminés après le 31 décembre 2004 ou qui est *en cours* et une *valeur de construction* d'au moins 250 000 000 \$ (taxes applicables exclues).
 - ii. Donner le nom, l'emplacement et la description de deux (2) *projets patrimoniaux* terminés après le 31 décembre 2004 ou qui est *en cours* et une *valeur de construction* d'au moins 250 000 000 \$ (taxes applicables exclues).
 - iii. Donner le nom, l'emplacement et la description de deux (2) *projets complexes* terminés après le 31 décembre 2004 ou qui est *en cours* et une *valeur de construction* d'au moins 450 000 000 \$ (taxes applicables exclues) mis en œuvre selon la méthode d'exécution de projet par un *constructeur-concepteur*, un *gestionnaire de la construction* ou un projet de *partenariat public-privé*.

Si plus de deux projets sont présentés pour chacun des alinéas (i), (ii) et (iii) susmentionnés, seuls les deux premiers projets seront évalués. Le même projet ne doit pas être présenté pour plus d'une catégorie (projet de structure, projet patrimonial et projet complexe). Si le même projet est présenté pour plus d'une catégorie, seul le projet apparaissant en premier dans la description ci-dessus (i, ii et iii) sera évalué.

- (b) Décrire les services fournis liés aux rôles et responsabilités suivants pour chacun des six projets indiqués à l'alinéa 1a) :

- i. gestion de projets ou de programmes;
- ii. gestion des chantiers et des travaux de construction;
- iii. gestion de la conception;

- iv. gestion des coûts;
- v. gestion des risques;
- vi. gestion de l'approvisionnement;
- vii. gestion de la qualité.

(c) Décrire l'étendue de votre participation, dans le contexte des services décrits à l'alinéa 1b), pour les étapes suivantes de chacun des six projets indiqués à l'alinéa 1a) :

- i. conception schématique ou concept du design;
- ii. élaboration de la conception;
- iii. trousse de conception;
- iv. processus d'appel d'offres et d'attribution du contrat;
- v. construction et mise en service;
- vi. après-construction et période de garantie.

(d) Le répondant devrait obtenir, remplir et soumettre les formulaires 2, 3, 4, 5, 6 et 7 — Formulaires de référence du client, selon le cas, pour chaque projet représentatif. Si les formulaires de référence du client n'ont pas été fournis au début de l'évaluation, le Canada informera le répondant des délais pour produire les renseignements. Le défaut de fournir les formulaires dans le délai prévu fera en sorte que les formulaires de référence du client ne seront pas évalués. Si le *client* du répondant ne veut pas divulguer le coût de construction réel, la confirmation du *client* d'un coût supérieur au seuil minimal suffira. Si un répondant soumet un projet et déclare que le coût ne peut être divulgué, mais que le client confirme qu'il est supérieur au seuil, il recevra la note minimale de 20 %.

2. Gestion des projets représentatifs

- (a) Pour chaque projet représentatif, veuillez indiquer l'estimation initiale du coût de construction et du coût final de construction, avec une explication détaillée des écarts (coût inférieur ou supérieur au budget), et les stratégies d'atténuation employées, accompagnées d'un compte rendu sur le degré de réussite des stratégies d'atténuation. S'il n'y a pas d'écart, expliquez quels services ou efforts ont été déployés pour veiller à ce que le projet soit réalisé selon le budget prévu. Dans le cas d'un projet *en cours*, l'estimation initiale du coût de construction, les dépenses à ce jour, et les prévisions à la fin du projet, comme il est décrit pendant la dernière période de rapport, toute stratégie d'atténuation employée, accompagnée d'un compte rendu sur le degré de réussite des stratégies d'atténuation.
- (b) Pour chaque projet représentatif, veuillez indiquer l'échéancier original du projet, la date de fin prévue initialement, la date de fin réelle et une explication détaillée de tout écart (avance ou retard), et les stratégies d'atténuation employées, accompagnées d'un compte rendu sur le degré de réussite des stratégies d'atténuation. S'il n'y a pas d'écart, expliquez quels services ou efforts ont été déployés pour veiller à ce que le projet soit réalisé selon l'échéance prévue. Dans le cas d'un projet *en cours*, fournir l'échéancier original du projet, l'état d'avancement actuel et la date d'achèvement prévue, selon ce qui a été décrit pendant la dernière période de rapport, une explication des écarts et les stratégies d'atténuation employées, accompagnées d'un compte rendu sur le degré de réussite de l'atténuation.

- (c) Pour chaque projet représentatif, expliquez les services ou les efforts déployés pour atténuer ou résoudre les désaccords, différends ou réclamations. S'il n'y avait aucun désaccord, différend ou réclamation, indiquez le ou les processus d'atténuation ou de résolution que vous auriez appliqués s'il y avait eu un désaccord.

3. Modélisation des données du bâtiment (MDB)

- (a) Pour chaque projet représentatif, la méthode et le processus de MDB entrepris aux étapes suivantes :
- au cours de l'étape de la conception, en ce qui a trait aux examens de conception et de possibilité de construction;
 - au cours des étapes de conception ou de construction, pour l'estimation des coûts ainsi que la planification et l'ordonnancement des travaux;
 - au cours de l'étape de la construction, pour la planification et la surveillance de la santé et de la sécurité;
 - au cours des étapes de la mise en service et de la clôture, intégration des renseignements sur l'ouvrage mis en service dans le modèle d'enregistrement. Si le projet est en cours, fournir l'approche à adopter à l'égard des procédures de mise en service et de clôture du projet;
 - utilisation continue du modèle de MDB mis à jour pour déterminer les modifications apportées à la sous-traitance et au flux de travail.

C1 – L'expérience du répondant sera évaluée conformément à l'échelle 1 ci-dessous.

Échelle 1	Les renseignements d'évaluation dans chacune des cellules de la grille ci-dessous sont expressément associés à chaque critère de C1, soit de C1 1 à C1 3. La réponse du répondant devrait se rapporter clairement et directement à chaque critère de C1 dans le contexte des renseignements d'évaluation présentés dans la grille de l'échelle 1.						
	0 %	20 %	40 %	60 %	80 %	100 %	Points possibles
C1.1a)	Ne respecte pas les caractéristiques minimales d'un projet de structure, patrimonial ou complexe, terminé avant le 31 décembre 2004 et dont la valeur de construction est < 249 M\$ pour les projets de structure et patrimoniaux ou 449 M\$ pour les projets complexes	Respecte les caractéristiques minimales d'un projet de structure, patrimonial ou complexe, terminé avant le 31 décembre 2004 ou qui est en cours et dont de coût de construction est > 449 M\$, mais ≤ 550 M\$ pour un projet complexe ou > 249 M\$, mais ≤ 350 M\$ pour les projets de structure ou patrimoniaux	Respecte les caractéristiques minimales d'un projet de structure, patrimonial ou complexe, terminé avant le 31 décembre 2004 ou qui est en cours et dont de coût de construction est > 550 M\$, mais ≤ 650 M\$ pour un projet complexe ou > 350 M\$, mais ≤ 450 M\$ pour les projets de structure et patrimoniaux	Respecte les caractéristiques minimales d'un projet de structure, patrimonial ou complexe, terminé avant le 31 décembre 2004 ou qui est en cours et dont de coût de construction est > 650 M\$, mais ≤ 750 M\$ pour un projet complexe ou est > 450 M\$, mais ≤ 550 M\$ pour les projets de structure ou patrimoniaux	Respecte les caractéristiques minimales d'un projet de structure, patrimonial ou complexe, terminé avant le 31 décembre 2004 ou qui est en cours et dont de coût de construction ≤ 850 M\$ pour un projet complexe ou est > 550 M\$, mais ≤ 650 M\$ pour les projets de structure et patrimoniaux	Respecte les caractéristiques minimales d'un projet de structure, patrimonial ou complexe, terminé avant le 31 décembre 2004 ou qui est en cours et dont de coût de construction est > 850 M\$ pour un projet complexe ou ≤ 650 M\$ pour les projets de structure et patrimoniaux	15 points par projet; total : 90 points

Échelle 1	Les renseignements d'évaluation dans chacune des cellules de la grille ci-dessous sont expressément associés à chaque critère de C1, soit de C1 1 à C1 3 La réponse du répondant devrait se rapporter clairement et directement à chaque critère de C1 dans le contexte des renseignements d'évaluation présentés dans la grille de l'échelle 1.						
	0 %	20 %	40 %	60 %	80 %	100 %	Points possibles
C1.1 b)	Ne respecte pas les caractéristiques minimales d'un projet de structure, patrimonial ou complexe, terminé avant le 31 décembre 2004 et dont la valeur de construction est < 249 M\$ pour les projets de structure et patrimoniaux ou 449 M\$ pour les projets complexes	Les services pertinents sont fournis dans moins de trois rôles particuliers	Services pertinents fournis dans le cadre de trois ou quatre rôles particuliers du répondant.	Services pertinents fournis dans le cadre de cinq rôles particuliers du répondant.	Services pertinents fournis dans le cadre de six rôles particuliers du répondant.	Services pertinents fournis dans le cadre de sept rôles particuliers du répondant.	10 points par projet; total : 60 points
C1.1c)	Ne respecte pas les caractéristiques minimales d'un projet de structure, patrimonial ou complexe, terminé avant le 31 décembre 2004 et dont la valeur de construction est < 249 M\$ pour les projets de structure et patrimoniaux ou 449 M\$ pour les projets complexes	L'étendue des services de GDC dépasse 50 % dans deux étapes du projet.	L'étendue des services de GDC dépasse 50 % dans trois étapes du projet.	L'étendue des services de GDC dépasse 75 % dans deux ou trois étapes du projet.	L'étendue des services de GDC dépasse 75 % dans quatre ou cinq étapes du projet.	L'étendue des services de GDC dépasse 75 % dans toutes les étapes du projet.	10 points par projet; total : 60 points
C1.2a)	Ne respecte pas les caractéristiques minimales d'un projet de structure, patrimonial ou complexe, terminé avant le 31 décembre 2004 et dont la valeur de construction est < 249 M\$ pour les projets de structure et patrimoniaux ou 449 M\$ pour les projets complexes	Explication très insatisfaisante des écarts entre le coût de la construction initial et final ou actuel, de la stratégie d'atténuation et de son succès.	Explication faible des écarts entre le coût de la construction initial et final ou actuel, de la stratégie d'atténuation et de son succès.	Explication acceptable des écarts entre le coût de la construction initial et final ou actuel, de la stratégie d'atténuation et de son succès.	Bonne explication des écarts entre le coût de la construction initial et final ou actuel, de la stratégie d'atténuation et de son succès.	Très bonne explication des écarts entre le coût de la construction initial et final ou actuel, de la stratégie d'atténuation et de son succès.	12 points par projet Total : 72 points

Échelle 1	Les renseignements d'évaluation dans chacune des cellules de la grille ci-dessous sont expressément associés à chaque critère de C1, soit de C1 1 à C1 3 La réponse du répondant devrait se rapporter clairement et directement à chaque critère de C1 dans le contexte des renseignements d'évaluation présentés dans la grille de l'échelle 1.						
	0 %	20 %	40 %	60 %	80 %	100 %	Points possibles
C1.2b)	Ne respecte pas les caractéristiques minimales d'un projet de structure, patrimonial ou complexe, terminé avant le 31 décembre 2004 et dont la valeur de construction est < 249 M\$ pour les projets de structure et patrimoniaux ou 449 M\$ pour les projets complexes	Explication très insatisfaisante ou insuffisante des écarts entre les dates d'achèvement initiales et réelles, de la stratégie d'atténuation et de son succès.	Explication faible des écarts entre les dates d'achèvement initiales et réelles, de la stratégie d'atténuation et de son succès.	Explication acceptable des écarts entre les dates d'achèvement initiales et réelles, de la stratégie d'atténuation et de son succès.	Bonne explication des écarts entre les dates d'achèvement initiales et réelles, de la stratégie d'atténuation et de son succès.	Très bonne explication des écarts entre les dates d'achèvement initiales et réelles, de la stratégie d'atténuation et de son succès.	12 points par projet Total : 72 points
C1.2c)	Ne respecte pas les caractéristiques minimales d'un projet de structure, patrimonial ou complexe, terminé avant le 31 décembre 2004 et dont la valeur de construction est < 249 M\$ pour les projets de structure et patrimoniaux ou 449 M\$ pour les projets complexes	Les services de gestion des différends ou des demandes de règlement fournis sont insatisfaisants; les stratégies d'atténuation, la justification de l'évaluation et les conclusions sont insatisfaisantes ou inexistantes; la capacité à satisfaire à l'exigence de rendement est limitée.	Les services de gestion des différends ou des demandes de règlement fournis sont faibles; les stratégies d'atténuation, la justification de l'évaluation et les conclusions sont limitées; la capacité à satisfaire à l'exigence de rendement est limitée.	Les services de gestion des différends ou des demandes de règlement fournis sont jugés acceptables; certaines stratégies d'atténuation, la justification de l'évaluation et les conclusions devraient assurer des résultats adéquats.	Les services de gestion des différends ou des demandes de règlement fournis sont bons; les stratégies d'atténuation, la justification de l'évaluation et les conclusions sont bonnes; devraient assurer de bons résultats.	Les services de gestion des différends ou des demandes de règlement fournis sont très bons; les stratégies d'atténuation, la justification de l'évaluation et les conclusions sont excellentes ou proactives; devraient assurer de très bons résultats.	12 points par projet Total : 72 points
C1.3a)	Ne respecte pas les caractéristiques minimales d'un projet de structure, patrimonial ou complexe, terminé avant le 31 décembre 2004 et dont la valeur de construction est < 249 M\$ pour les projets de structure et patrimoniaux ou 449 M\$ pour les projets complexes	L'approche et la méthode sont fournies pour un seul des cinq aspects, et quelques détails sur les processus sont fournis.	L'approche et la méthode sont fournies pour deux des cinq aspects, et des détails sur les processus sont fournis pour chaque aspect.	L'approche et la méthode sont fournies pour trois des cinq aspects, et des détails sur les processus sont fournis pour chaque aspect.	L'approche et la méthode sont fournies pour quatre des cinq aspects, et des détails sur les processus sont fournis pour chaque aspect.	L'approche et la méthode sont fournies pour les cinq aspects, et des détails sur les processus sont fournis pour chaque aspect.	15 points par projet Total : 90 points

C2 Capacité du répondant

Le répondant devrait démontrer, en cinq (5) pages maximum, la capacité de l'entreprise à fournir les services de GDC pour un projet similaire à celui décrit à l'annexe A — Aperçu du projet tout en gérant d'autres activités commerciales.

Le répondant devrait décrire et fournir les renseignements suivants relativement au paragraphe qui précède :

1. Capacité :

- (a) de constituer et de diriger une équipe de travail responsable de la GDC (à l'exception des sous-traitants et des fournisseurs);
- (b) d'offrir l'appui d'une équipe de gestion de projet à un projet similaire à celui décrit à l'annexe A — Aperçu du projet;
- (c) de gérer, pour un projet similaire à celui décrit à l'annexe A — Aperçu du projet :
 - i. la gestion de la trousse de conception de projets d'appui, le projet principal et l'établissement des priorités pour la production de la conception,
 - ii. la modélisation des données du bâtiment,
 - iii. la compréhension de l'importance de la coordination des éléments de la portée dans le cadre d'un programme complexe afin de faire avancer la construction et la conservation;
- (d) de fournir une équipe de gestion du temps, des coûts et des risques pour un projet similaire à celui décrit à l'annexe A — Aperçu du projet, tout en maintenant la continuité des activités;
- (e) de se procurer, dans le cadre d'un marché public, des matériaux, des services et de la main-d'œuvre auprès de diverses sources d'une manière vérifiable, ouverte, équitable et transparente;
- (f) de traiter et maintenir les exigences d'attestation de sécurité du gouvernement pour la main-d'œuvre affectée à la construction et à la conservation, qui devrait excéder 900 employés pendant les périodes de pointe de la construction.

Les critères C2 seront évalués conformément à l'échelle 3 ci-dessous.

Échelle 2	Les renseignements d'évaluation dans chacune des cellules de la grille ci-dessous sont expressément associés à chaque critère de C2, soit C2 1 a) à f). La réponse du répondant devrait se rapporter clairement et directement à chaque critère de C2 dans le contexte des renseignements d'évaluation présentés dans la grille de l'échelle 2.						
	0 %	20 %	40 %	60 %	80 %	100 %	Points possible
C2 1 a)	N'a pas fourni de renseignements pouvant faire l'objet d'une évaluation.	Capacité de mettre sur pied une équipe de GDC de 50 à 64 employés pour un projet similaire au programme de travaux de l'ECSC tout en gérant d'autres activités commerciales.	Capacité de mettre sur pied une équipe de GDC de 65 à 84 employés pour un projet similaire au programme de travaux de l'ECSC tout en gérant d'autres activités commerciales.	Capacité de mettre sur pied une équipe de GDC de 85 à 104 employés pour un projet similaire au programme de travaux de l'ECSC tout en gérant d'autres activités commerciales.	Capacité de mettre sur pied une équipe de GDC de 105 à 124 employés pour un projet similaire au programme de travaux de l'ECSC tout en gérant d'autres activités commerciales.	Capacité de mettre sur pied une équipe de GDC de plus de 124 employés pour un projet similaire au programme de travaux de l'ECSC tout en gérant d'autres activités commerciales.	80 points

Échelle 2	Les renseignements d'évaluation dans chacune des cellules de la grille ci-dessous sont expressément associés à chaque critère de C2, soit C2 1 a) à f). La réponse du répondant devrait se rapporter clairement et directement à chaque critère de C2 dans le contexte des renseignements d'évaluation présentés dans la grille de l'échelle 2.						
	0 %	20 %	40 %	60 %	80 %	100 %	Points possible
C2 1 b)	N'a pas fourni de renseignements pouvant faire l'objet d'une évaluation.	Capacité extrêmement faible ou insuffisante de fournir une équipe de gestion de projet pour l'ensemble du programme de travaux tout en gérant d'autres activités commerciales.	Capacité limitée de fournir une équipe de gestion de projet pour l'ensemble du programme de travaux tout en gérant d'autres activités commerciales.	Capacité acceptable de fournir une équipe de gestion de projet pour l'ensemble du programme de travaux tout en gérant d'autres activités commerciales.	Bonne capacité de fournir une équipe de gestion de projet pour l'ensemble du programme de travaux tout en gérant d'autres activités commerciales.	Très bonne capacité de fournir une équipe de gestion de projet pour l'ensemble du programme de travaux tout en gérant d'autres activités commerciales.	70 points
C2 1 c) i)	N'a pas fourni de renseignements pouvant faire l'objet d'une évaluation.	Capacité extrêmement faible ou insuffisante de gérer les trousseaux de conception de projet et d'établir des priorités pour la production de la conception tout en gérant d'autres activités commerciales.	Capacité limitée de gérer les trousseaux de conception de projet et d'établir des priorités pour la production de la conception tout en gérant d'autres activités commerciales.	Capacité adéquate de gérer les trousseaux de conception de projet et d'établir des priorités pour la production de la conception tout en gérant d'autres activités commerciales.	Bonne capacité de gérer les trousseaux de conception de projet et d'établir des priorités pour la production de la conception tout en gérant d'autres activités commerciales.	Très bonne capacité de gérer les trousseaux de conception de projet et d'établir des priorités pour la production de la conception tout en gérant d'autres activités commerciales.	70 points
C2 1 c) ii)	N'a pas fourni de renseignements pouvant faire l'objet d'une évaluation.	Capacité faible ou nulle de procéder à la MDB à l'interne tout en gérant d'autres activités commerciales.	Capacité limitée de procéder à la MDB à l'interne tout en gérant d'autres activités commerciales.	Capacité adéquate de procéder à la MDB à l'interne tout en gérant d'autres activités commerciales.	Bonne capacité de procéder à la MDB à l'interne tout en gérant d'autres activités commerciales.	Très bonne capacité de procéder à la MDB à l'interne tout en gérant d'autres activités commerciales.	70 points
C2 1 c) iii)	N'a pas fourni de renseignements pouvant faire l'objet d'une évaluation.	Capacité faible ou nulle de coordonner les éléments de la portée pour faire avancer la construction et la conservation tout en gérant d'autres activités commerciales.	Capacité limitée de coordonner les éléments de la portée pour faire avancer la construction et la conservation tout en gérant d'autres activités commerciales.	Capacité moyenne de coordonner les éléments de la portée pour faire avancer la construction et la conservation tout en gérant d'autres activités commerciales.	Bonne capacité de coordonner les éléments de la portée pour faire avancer la construction et la conservation tout en gérant d'autres activités commerciales.	Très bonne capacité de coordonner les éléments de la portée pour faire avancer la construction et la conservation tout en gérant d'autres activités commerciales.	50 points

Échelle 2	Les renseignements d'évaluation dans chacune des cellules de la grille ci-dessous sont expressément associés à chaque critère de C2, soit C2 1 a) à f). La réponse du répondant devrait se rapporter clairement et directement à chaque critère de C2 dans le contexte des renseignements d'évaluation présentés dans la grille de l'échelle 2.						
	0 %	20 %	40 %	60 %	80 %	100 %	Points possible
C2 1 d)	N'a pas fourni de renseignements pouvant faire l'objet d'une évaluation.	Capacité insuffisante et très insatisfaisante de fournir une équipe de gestion du temps, des risques et des coûts qui travaillera à un projet similaire au programme d'ECSC tout en gérant d'autres activités commerciales.	Capacité limitée de fournir une équipe de gestion du temps, des risques et des coûts qui travaillera à un projet similaire au programme d'ECSC tout en gérant d'autres activités commerciales.	Capacité adéquate de fournir une équipe de gestion du temps, des risques et des coûts qui travaillera à un projet similaire au programme d'ECSC tout en gérant d'autres activités commerciales.	Bonne capacité de fournir une équipe de gestion du temps, des risques et des coûts qui travaillera à un projet similaire au programme d'ECSC tout en gérant d'autres activités commerciales.	Très bonne capacité de fournir une équipe de gestion du temps, des risques et des coûts qui travaillera à un projet similaire au programme d'ECSC tout en gérant d'autres activités commerciales.	70 points
C2 1 e)	N'a pas fourni de renseignements pouvant faire l'objet d'une évaluation.	Capacité insatisfaisante d'approvisionnement vérifiable en biens et services et en sous-traitants de sources régionales, nationales et internationales.	Capacité moyenne d'approvisionnement vérifiable en biens et services et en sous-traitants de sources régionales, nationales et internationales, mais sans références.	Bonne capacité d'approvisionnement vérifiable en biens et en services et en sous-traitants de sources régionales, nationales et internationales, mais sans références.	Bonne capacité d'approvisionnement vérifiable et documentée en biens et services et en sous-traitants de sources régionales, nationales et internationales.	Très bonne capacité d'approvisionnement vérifiable et documentée en biens et services et en sous-traitants de sources régionales, nationales et internationales.	50 points
C2 1 f)	N'a pas fourni de renseignements pouvant faire l'objet d'une évaluation.	Capacité très insatisfaisante et insuffisante de traiter et de vérifier les attestations de sécurité du gouvernement à l'interne et celles des sous-traitants tout en gérant d'autres activités commerciales.	Capacité limitée de traiter et de vérifier les attestations de sécurité du gouvernement à l'interne et celles des sous-traitants tout en gérant d'autres activités commerciales.	Capacité acceptable de traiter et de vérifier les attestations de sécurité du gouvernement à l'interne et celles des sous-traitants tout en gérant d'autres activités commerciales.	Bonne capacité de traiter et de vérifier les attestations de sécurité du gouvernement à l'interne et celles des sous-traitants tout en gérant d'autres activités commerciales.	Très bonne capacité de traiter et de vérifier les attestations de sécurité du gouvernement à l'interne et celles des sous-traitants tout en gérant d'autres activités commerciales.	50 points

4. Processus d'évaluation

Critère technique coté	Élément coté	Échelle d'évaluation	Points possibles
C1	Expérience et réalisations du répondant	Échelle 1	516
C2	Capacité du répondant	Échelle 2	510
NOMBRE MAXIMUM DE POINTS DISPONIBLES			1 026

3.3 Méthode de qualification

- Pour être déclarée recevable, une réponse doit :
 - se conformer à toutes les exigences de la DDQ;
 - respecter tous les critères obligatoires.
- Les réponses qui ne satisfont pas aux conditions (a) et (b) seront jugées non recevables.
- Les réponses seront classées de la note globale la plus élevée à la note globale la plus basse.
- Au maximum, quatre (4) répondants qualifiés qui respectent les critères 1a) et 1b) ci-dessus et obtiennent les notes globales totales les plus élevées, peuvent être sélectionnés par TPSGC pour participer ultérieurement au processus de DP de l'étape II.
- Si plusieurs répondants sont à égalité au quatrième rang, ils peuvent être sélectionnés pour participer ultérieurement au processus de DP de l'étape II.
- Les exemples qui suivent sont fournis pour illustrer le processus décrit aux paragraphes 3, 4 et 5 ci-dessus.

Exemple 1

Répondant	Note globale	Recevable (O/N)	Rang	Sélectionné pour participer à l'étape II (O/N)
A	90	O	1, à égalité	O
B	90	O	1, à égalité	O
C	80	O	3	O
D	75	O	4	O
E	70	O	5	N
F	65	O	6	N

Exemple 2

Répondant	Note globale	Recevable (O/N)	Rang	Sélectionné pour participer à l'étape II (O/N)
A	90	O	1	O
B	85	O	2	O
C	80	O	3	O
D	75	O	4 (à égalité)	O
E	75	O	4 (à égalité)	O
F	65	O	6	N

7. Dans le cas où un répondant préqualifié, conformément aux alinéas 1 à 6 ci-dessus, choisissait de ne pas participer à l'étape II de la DP, ce qui réduit le nombre de participants à moins de 4, TPSGC peut inviter le répondant qui s'est classé au prochain rang à participer au processus de la DP.

3.4 Modalités d'évaluation

1. Dans le cadre de l'évaluation des réponses, le Canada peut, mais n'est pas obligé, de faire ce qui suit :
 - (a) demander des précisions ou vérifier l'exactitude des renseignements fournis par les répondants au sujet de la DDQ;
 - (b) communiquer avec l'une ou l'ensemble des personnes citées en référence pour vérifier et attester l'exactitude des renseignements fournis par les répondants;

Les répondants disposeront du nombre de jours déterminé par l'autorité contractante pour se conformer à la demande concernant tout élément susmentionné. Le défaut de se conformer pourrait avoir pour conséquence que la soumission soit jugée non recevable.

PARTIE 4 — ATTESTATIONS ET RENSEIGNEMENTS SUPPLÉMENTAIRES**4.1 Renseignements généraux**

1. Les répondants doivent fournir les attestations et les renseignements supplémentaires exigés suivants pour qu'ils soient considérés comme étant préqualifiés pour la DP, étape II.
2. Les attestations que les répondants remettent au Canada peuvent faire l'objet d'une vérification à tout moment par ce dernier. Le Canada déclarera une réponse ou une soumission subséquente non conforme s'il est établi que le répondant et/ou le soumissionnaire a fait de fausses déclarations, sciemment ou non, que ce soit pendant la période d'évaluation de la DDQ ou de la DP ou pendant la durée du contrat.
3. L'autorité contractante aura le droit de demander des renseignements supplémentaires pour vérifier les attestations du répondant. À défaut de répondre et de coopérer à toute demande ou exigence imposée par l'autorité contractante, la réponse ou la soumission subséquente sera déclarée non conforme.

4.2 Attestations et renseignements requis avec la réponse à la DDQ

1. Les répondants doivent soumettre les éléments suivants dans le cadre de leur réponse à la DDQ :
 - (a) Dispositions relatives à l'intégrité – Déclaration de condamnation à une infraction. S'il y a lieu, conformément à l'article 2.15, Dispositions relatives à l'intégrité, paragraphe 5, le répondant doit présenter avec sa réponse le Formulaire de déclaration dûment rempli afin que sa soumission ne soit pas rejetée du processus d'approvisionnement.
2. Les répondants devraient soumettre les éléments suivants dans le cadre de leur réponse à la DDQ :
 - (a) Formulaire 1 — Formulaire d'identification du répondant, dûment signé. Si le Formulaire 1 — Formulaire d'identification du répondant n'est pas rempli et soumis avec la réponse, l'autorité contractante informera le répondant du délai qui lui est accordé pour fournir l'information. Le défaut de se conformer à la demande de l'autorité contractante et de fournir les attestations dans le délai prévu rendra la réponse irrecevable.
 - (b) Liste complète de tous les administrateurs actuels du répondant, formulaire 8 — Dispositions relatives à l'intégrité – Liste de noms. Si le formulaire 8 — Dispositions relatives à l'intégrité – Liste de noms n'a pas été fourni au moment où l'évaluation des réponses est complétée, le Canada informera le répondant du délai à l'intérieur duquel l'information doit être fournie. À défaut de fournir le formulaire dans les délais prescrits, la réponse sera jugée non conforme.
 - (c) Formulaire de référence du client pour chaque projet représentatif — formulaires 2, 3, 4, 5, 6 et 7

PARTIE 5 — SÉCURITÉ

5.1 Exigences en matière de sécurité industrielle

1. Les répondants doivent avoir fait une demande officielle et avoir trouvé un parrain pour une attestation de sécurité d'installation valide de niveau SECRET, délivrée par la Direction de la sécurité industrielle canadienne de TPSGC, ou un équivalent international, à la date de clôture de la DDQ, ou détenir une telle attestation. Vous trouverez des renseignements sur les exigences de sécurité des contrats internationaux à l'adresse suivante : <https://www.tpsgc-pwgsc.gc.ca/esc-src/international-fra.html>
2. Les membres du personnel du répondant, ainsi que tout sous-traitant et les membres de son personnel, qui sont identifiés à l'étape II de la DP subséquente doivent détenir une attestation de sécurité valide, telle qu'elle est décrite à l'annexe B, LVERS, du guide de classification de la sécurité ci-joint, publié par le Programme de sécurité des contrats (PSC) de TPSGC, comme condition préalable à l'attribution du contrat.
3. Les entités peuvent demander l'attestation de sécurité requise en remplissant une Demande d'enquête de sécurité sur une organisation du secteur privé, à l'exclusion des sections F et G, et en l'envoyant à l'autorité contractante pour être parrainées. Pour de plus amples renseignements sur les exigences relatives à la sécurité, les répondants devraient consulter les exigences de sécurité pour les demandes de soumissions de TPSGC sur le site Web du Programme de sécurité industrielle : <http://ssi-iss.tpsgc-pwgsc.gc.ca/index-fra.html>
4. TPSGC ne peut pas garantir que l'enquête de sécurité demandée sera achevée avant la date de clôture de la DP.
5. L'exigence de sécurité suivante peut faire partie du processus de DP et être une condition préalable à l'attribution du contrat :
 - (a) Pour les fournisseurs canadiens :
 - i. L'entrepreneur ou l'offrant doit détenir en permanence, pendant l'exécution du contrat ou de l'offre à commandes, une cote de sécurité d'installation valable au niveau SECRET, ainsi qu'une cote de protection des documents approuvée au niveau SECRET, délivrées par le Programme de sécurité des contrats (PSC), Travaux publics et Services gouvernementaux Canada (TPSGC).
 - ii. Les membres du personnel de l'entrepreneur ou de l'offrant devant avoir accès à des renseignements ou à des biens CLASSIFIÉS, ou à des établissements dont l'accès est réglementé, doivent TOUS détenir une cote de sécurité du personnel valable au niveau SECRET, ou FIABILITÉ, tel que requis, délivrée ou approuvée par le PSC, TPSGC.
 - iii. Le traitement électronique de données CLASSIFIÉ dans l'établissement de l'entrepreneur ou l'offrant, n'est PAS autorisé dans le cadre de ce contrat ou offre à commandes.
 - iv. Les contrats de sous-traitance comportant des exigences relatives à la sécurité NE doivent pas être attribués sans l'autorisation écrite préalable du PSC, TPSGC.
 - v. L'entrepreneur ou l'offrant doit respecter les dispositions :

1. de la Liste de vérification des exigences relatives à la sécurité et directive de sécurité (s'il y a lieu), reproduite ci-joint à l'annexe B;
2. du Manuel de la sécurité industrielle (dernière édition).

(b) Pour les fournisseurs internationaux :

- i. L'entrepreneur et les sous-traitants doivent être dans un des pays avec lesquels le Canada a conclu une entente en matière de sécurité industrielle et un protocole d'entente bilatéral ou multinational. Le programme de sécurité des contrats (PSC) prévoit des ententes en matière de sécurité industrielle, protocole d'entente bilatéral ou multinational industrielle avec les pays mentionnés au site suivant de TPSGC : <https://www.tpsgc-pwgsc.gc.ca/esc-src/international-fra.html?wbdisable=true>.
- ii. Tous les renseignements et les biens de niveau CANADA CLASSIFIÉ fournis à l'entrepreneur/à l'offrant/au sous-traitant étranger destinataire doivent être protégés comme suit :
 1. L'entrepreneur/L'offrant/Le sous-traitant étranger destinataire doit, en tout temps durant l'exécution du contrat/de l'offre à commandes/du contrat de sous-traitance, détenir une attestation de sécurité d'installation valide, délivrée par l'autorité nationale de la sécurité (ANS) ou l'autorité désignée en matière de sécurité (ADS) du pays du fournisseur, d'un niveau équivalent à SECRET, et posséder une cote de protection de documents de niveau SECRET conformément aux législations, règlements, et politiques nationales du pays du fournisseur.
 2. Dans l'éventualité du retrait de la partie destinataire ou à la fin du contrat/de l'offre à commandes/du contrat de sous-traitance, tous les renseignements et les biens de niveau CANADA CLASSIFIÉ fournis ou produits aux termes du présent contrat/de la présente offre à commandes/du présent contrat de sous-traitance continueront d'être protégés, conformément aux législations, règlements, et politiques nationales du pays du fournisseur.
 3. L'entrepreneur/L'offrant/Le sous-traitant étranger destinataire assurera une protection des renseignements et des biens de niveau CANADA CLASSIFIÉ aussi stricte que celle mise en œuvre par le gouvernement du Canada, conformément aux politiques, aux lois et aux règlements nationaux en matière de sécurité nationale, et comme prévu par l'administration nationale de sécurité (ANS) ou par l'administration désignée en matière de sécurité (ADS) du pays du fournisseur.
 4. L'entrepreneur/L'offrant/Le sous-traitant étranger destinataire doit attribuer à tous les renseignements et biens de niveau CANADA CLASSIFIÉ qui lui sont fournis par le gouvernement du Canada aux termes du présent contrat/de la présente offre à commandes/du présent contrat de sous-traitance la cote de sécurité équivalente utilisée par le pays du fournisseur, conformément aux législations, règlements, et politiques nationales du pays du fournisseur.

5. L'entrepreneur/L'offrant/Le sous-traitant étranger destinataire doit, en tout temps durant l'exécution du contrat/de l'offre à commandes/du contrat de sous-traitance veiller à ce que le transfert des renseignements et des biens de niveau CANADA CLASSIFIÉ soit effectué conformément aux législations, règlements, et politiques nationales du pays du fournisseur et aux dispositions du Protocole d'entente bilatérale sur la sécurité industrielle signé par le pays du fournisseur et le Canada.
6. À la fin des travaux, l'entrepreneur/l'offrant/le sous-traitant étranger destinataire doit restituer au gouvernement du Canada, par l'entremise des circuits officiels, tous les renseignements et les biens de niveau CANADA CLASSIFIÉ qu'il aura reçu ou produit aux termes du présent contrat/de la présente offre à commandes/du présent contrat de sous-traitance, y compris tous les renseignements et les biens de niveau CANADA CLASSIFIÉ remis à ses sous-traitants ou produits par eux sauf autrement autorisé au préalable écrite par l'ADS du Canada.
7. Les renseignements et les biens de niveau CANADA CLASSIFIÉ doivent être divulgués uniquement aux membres du personnel de l'entrepreneur/de l'offrant/du sous-traitant étranger destinataire qui en ont besoin pour exécuter le contrat/l'offre à commandes/le contrat de sous-traitance et qui sont titulaires d'une attestation de sécurité du personnel de niveau SECRET accordée par l'administration nationale de sécurité (ANS) ou par l'administration désignée en matière de sécurité (ADS) du pays du fournisseur, conformément aux législations, règlements, et politiques nationales du pays du fournisseur.
8. Les renseignements/biens de niveau CANADA CLASSIFIÉ fournis ou produits dans le cadre du présent contrat/de la présente offre à commandes/du présent contrat de sous-traitance ne doivent pas être remis à un autre sous-traitant étranger destinataire, sauf dans les cas suivants :
 - a. l'administration nationale de la sécurité (ANS) ou l'administration désignée en matière de sécurité (ADS) de l'autre sous-traitant étranger destinataire atteste par écrit que ce dernier a obtenu l'approbation d'accès aux renseignements/biens de niveau CANADA CLASSIFIÉ par l'entremise de son ANS ou de son ADS;
 - b. l'ANS ou l'ADS du pays du fournisseur donne son autorisation écrite lorsque l'autre sous-traitant destinataire étranger est situé dans un autre pays.
9. Les contrats de sous-traitance comportant des exigences relatives à la sécurité NE doivent PAS être attribués sans l'autorisation écrite préalable de l'administration nationale de la sécurité (ANS) ou l'administration désignée en matière de sécurité (ADS) concernée, conformément aux législations, règlements, et politiques nationales du pays du fournisseur.
10. L'entrepreneur/L'offrant/Le sous-traitant étranger destinataire ne doit pas utiliser les renseignements/biens de niveau CANADA CLASSIFIÉ pour répondre à des besoins distincts de l'exécution du contrat/de l'offre à

commandes/du contrat de sous-traitance sans l'approbation écrite préalable du gouvernement du Canada. Cette autorisation doit être obtenue auprès de l'ADS du Canada.

11. L'entrepreneur/L'offrant/Le sous-traitant étranger destinataire visitant des sites gouvernementaux ou industriels canadiens dans le cadre du contrat doit soumettre pour approbation une demande de visite à l'administration désignée en matière de sécurité (ADS) du Canada, par l'entremise de son administration nationale de la sécurité (ANS) ou son administration désignée en matière de sécurité (ADS).
12. L'entrepreneur/L'offrant/Le sous-traitant étranger destinataire doit signaler immédiatement à l'ADS canadienne tous les cas pour lesquels il sait ou il a lieu de croire que des renseignements/biens de niveau CANADA CLASSIFIÉ obtenus dans le cadre du présent contrat/de la présente offre à commandes/du présent contrat de sous-traitance ont été compromis.
13. L'entrepreneur/L'offrant/Le sous-traitant étranger destinataire doit immédiatement signaler à son administration nationale de la sécurité (ANS) ou à son administration désignée en matière de sécurité (ADS) tous les cas dans lesquels il sait ou il a lieu de croire que des renseignements/biens de niveau CANADA CLASSIFIÉ fournis ou produits par l'entrepreneur/l'offrant/le sous-traitant étranger destinataire conformément au présent contrat/à la présente offre à commandes/au présent contrat de sous-traitance ont été perdus ou divulgués à des personnes non autorisées.
14. L'entrepreneur/L'offrant/Le sous-traitant étranger destinataire ne doit pas divulguer les renseignements/biens de niveau CANADA CLASSIFIÉ à un tiers, qu'il s'agisse d'un gouvernement, d'un particulier, d'une entreprise ou de ses représentants, sans l'accord écrit préalable du gouvernement du Canada. Cet accord doit être obtenu par l'entremise de l'administration nationale de la sécurité (ANS) ou de l'administration désignée en matière de sécurité (ADS) du destinataire.
15. L'entrepreneur/L'offrant/Le sous-traitant étranger destinataire doit respecter les dispositions énoncées dans le protocole d'entente bilatéral en matière de sécurité industrielle et un protocole d'entente bilatéral ou multinational conclu entre du pays du fournisseur et le Canada pour déterminer les niveaux d'équivalence.
16. L'entrepreneur/L'offrant/Le sous-traitant étranger destinataire doit se conformer aux dispositions de la Liste de vérification des exigences relatives à la sécurité figurant à l'annexe C.
17. L'entrepreneur/L'offrant/Le sous-traitant étranger destinataire doit utiliser le tableau des équivalences fourni ci-dessous conjointement avec les paragraphes précédents, conformément aux législations, règlements, et politiques nationales du pays du fournisseur et aux dispositions énoncées dans le protocole d'entente bilatéral en matière de sécurité industrielle et un protocole d'entente bilatéral ou multinational conclu entre du pays du fournisseur et le Canada, pour déterminer les niveaux

d'équivalence des renseignements/biens de niveau CANADA
CLASSIFIÉ SECRET.

18. Si un entrepreneur/offrant/sous-traitant étranger destinataire est choisi comme fournisseur dans le cadre de ce contrat, des clauses de sécurité propres à son pays seront établies et mises en œuvre par l'ADS canadienne; ces clauses seront fournies à l'autorité contractante du gouvernement du Canada, afin de respecter les dispositions de sécurité relatives aux équivalences établies par l'ADS canadienne

ANNEXE A – APERÇU DU PROJET

Depuis quelques années, TPSGC désigné sous le nom de Services publics et Approvisionnement Canada (SPAC) planifie le projet de réhabilitation (le projet) de l'édifice de la Cour suprême du Canada (ECSC).

Au cours des 15 dernières années et même avant, SPAC a entrepris bon nombre d'études et de projets ayant trait à l'ECSC, à son emplacement et à ses environs, dans le cadre desquels beaucoup d'experts-conseils et d'entrepreneurs ont offert des services.

SPAC met actuellement à jour ses programmes de construction et ses programmes fonctionnels, et entreprend une étude sur la neutralité carbone et la réduction des émissions de gaz à effet de serre (GES).

Les renseignements ci-dessous dressent le contexte, l'historique et l'intention générale du projet.

1. CONTEXTE

1.1. Contexte urbain

Ottawa, la capitale du Canada, est la quatrième ville en importance du pays. Elle est située sur la rive sud de la rivière des Outaouais, dans la partie est du Sud de l'Ontario. Ottawa est située en bordure de la ville de Gatineau, au Québec. Ensemble, les deux villes forment la région de la capitale nationale. Fondée en 1826 sous le nom de Bytown, puis nommée Ottawa en 1855, la ville est devenue le centre politique du Canada. Ses frontières originales ont été élargies par de nombreuses annexions mineures, puis la ville a fait l'objet d'une importante fusion en 2001 qui a considérablement accru sa superficie. Selon le recensement de 2016, la ville compte 934 243 habitants et la région métropolitaine, 1 323 783 habitants (Statistique Canada, 2012).

La ville repose sur un territoire traditionnel algonquin et anishinabek non cédé. Le nom « Ottawa » a été choisi en référence à la rivière des Outaouais, dont le nom est tiré du mot algonquin « odawa », qui signifie « commerce ».

Le site est situé à la limite de la zone centrale définie par la Commission de la capitale nationale dans le [Plan du secteur du cœur de la capitale du Canada](#), représenté ci-dessous.



Map p.2 – Plan du secteur du cœur de la capitale
Carte 1 - Les limites du cœur de la capitale | Source: NCC, Juin 2005

Le secteur du cœur de la capitale est le point pivot de la région de la capitale du Canada. Il abrite le gouvernement du pays, constitué des cités parlementaire et judiciaire.

Le secteur du cœur de la capitale unit le symbolique au pratique, et englobe des institutions fédérales politiques, culturelles et administratives longeant le rassembleur boulevard de la Confédération (rue Wellington).

Cette composition établit un sentiment particulier d'appartenance d'identité pour la capitale du Canada, puisqu'elle favorise l'ordre pittoresque et la séparation des cités parlementaire et judiciaire du paysage urbain orthogonal solidement ancré, divisés par le boulevard de la Confédération. Ce concept est souvent nommé « Town and Crown » (Ville et État) dans les ouvrages.

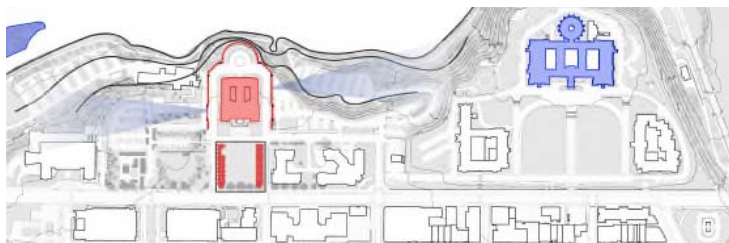


Vue aérienne du secteur des cités parlementaire et judiciaire.

Source : Cité parlementaire et Cité judiciaire : capacité des sites et Plan d'aménagement à long terme, mise à jour de 2006, du Toit Allsopp Hillier, Diamond and Schmitt, McCormick Rankin, Goldsmith Borgal, Schollen & Company, Weaymouth & Associates.

1.2. Le site

Tout comme le parlement, l'édifice de la Cour suprême du Canada est l'une [traduction] « deux principales institutions nationales du plateau » (VPLT, 2006), symboles du complexe fédéral situé le long du boulevard de la Confédération.



L'édifice de la Cour suprême du Canada dans la Cité judiciaire (en rouge) et l'édifice du Centre dans la Cité parlementaire (en bleu). Source : Investigations et rapport de l'aménagement du site de la cité judiciaire, Lemay/WSP, 2018



Deux importants symboles situés sur les promontoires.

Source : Cité parlementaire et Cité judiciaire : capacité des sites et Plan d'aménagement à long terme, mise à jour de 2006, du Toit Allsopp Hillier, Diamond and Schmitt, McCormick Rankin, Goldsmith Borgal, Schollen & Company, Weaymouth & Associates.

1.3. Symbole principal

SPAC a retenu les services de Lemay Co Inc. en conjonction avec WSP Canada Inc., afin d'étudier les options d'aménagement pour la Cité judiciaire. Ils ont fait remarquer qu'il était essentiel à la vision de la région capitale du Canada de la CCN, de désigner l'ECSC à titre de

symbole national et de célébrer sa présence sur le boulevard de la Confédération. Leur rapport d'enquête de 2018 sur l'aménagement de la Cité judiciaire souligne, entre autres, les éléments suivants :

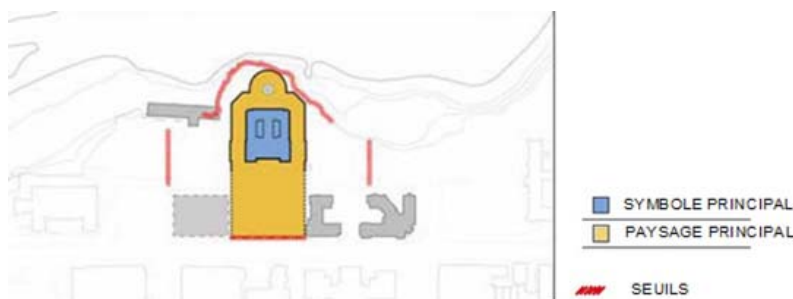
- Tout nouvel aménagement devrait protéger et appuyer la primauté symbolique et la prédominance visuelle du paysage et de l'ECSC sur son promontoire riverain.
- Le bâtiment, son avant-cour et sa terrasse de type belvédère forment un tout équilibré et unifié situé au centre de la Cité judiciaire.
- Par une relation intrinsèque de forme et de paysage, l'édifice de la Cour suprême du Canada exprime et renforce la dignité et le symbolisme de la Cour et de sa primauté.



Façade est de l'édifice de la Cour suprême du Canada.

Source : Investigations et rapport de l'aménagement du site de la cité judiciaire, Lemay/WSP, 2018

Délibérément établi en retrait de la rue Wellington comme l'édifice du Centre, sur le plus élevé des deux plateaux au nord de la rue Wellington, l'ECSC est ceinturé par des seuils historiques à l'est et à l'ouest, comme l'avait conçu Ernest Cormier avec la collaboration de Jacques Gréber, et par l'escarpement rocheux surplombant la rivière des Outaouais.



Source : Investigations et rapport de l'aménagement du site de la cité judiciaire, Lemay/WSP, 2018

2. RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX

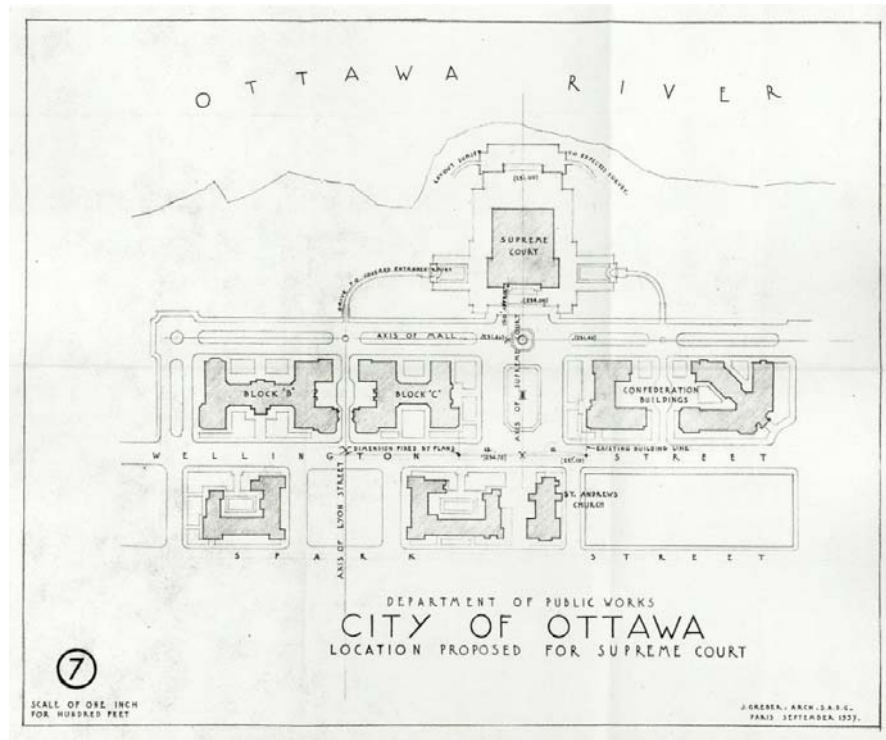
2.1. Historique

L'ECSC, avec son extérieur austère et son intérieur luxueux, représente une contribution importante et originale à l'architecture publique d'Ernest Cormier, l'un des plus grands architectes canadiens du XX^e siècle. Cormier a réussi à exprimer la dignité de la plus haute cour du pays et à synthétiser deux mouvements artistiques, le pittoresque, officiel et nationaliste à l'époque, et le classicisme modernisé, un mouvement plus universel issu de la tradition rationaliste française.

Le plan visant à construire de nouvelles installations pour la Cour suprême du Canada (CSC) remonte au début du XX^e siècle. Il faisait partie d'une série de projets architecturaux ambitieux pour la Colline du Parlement visant à créer une capitale qui tient compte de l'importance économique et du profil international du Canada. En 1903, Frederick Todd a préparé un rapport à l'intention de la Commission d'embellissement d'Ottawa. Pour concrétiser la vision urbaine du rapport Todd, un concours national a été organisé en 1906 en vue de permettre aux architectes de concevoir deux nouveaux édifices gouvernementaux, dont l'un était la Cour suprême. Situé à l'origine sur la promenade Sussex, un site à l'ouest a été choisi en 1911. M. Todd a été consulté par Edward White, embauché par le ministère des Travaux publics pour élaborer un plan directeur relativement au bien-fonds acquis sur le côté nord de la rue Wellington. MM. White et Todd ont déterminé que le site de l'édifice serait situé en retrait de la rue Wellington, encadré des édifices gouvernementaux et situé à proximité du bord de la falaise surplombant la rivière des Outaouais.

La décision de construire l'ECSC a été prise au début de 1936. Le premier ministre William Lyon Mackenzie King a visité le site et a confirmé le site proposé par divers plans directeurs. M. King envisageait l'ECSC comme la structure de couronnement de l'ensemble des édifices fédéraux au nord de la rue Wellington, qui créent ensemble une image de la Confédération canadienne où le pouvoir exécutif et le pouvoir judiciaire complètent l'Assemblée législative. Jacques Gréber, embauché par M. King en 1937 pour aider à améliorer la capitale, a également étudié l'emplacement de l'ECSC. M. Gréber, travaillant en collaboration avec M. Cormier, a élaboré l'idée d'élever l'ECSC sur un socle. Cette conception a donné lieu à un garage intérieur situé sous les terrasses latérales et arrières en forme de U, tandis que l'espace central contenait le sous-sol et le sous-sol inférieur.

Les lignes directrices de 2001 de SPAC sur la conservation de l'ECSC et du site énoncent que [traduction] « la consultation entre Jacques Gréber et Ernest Cormier a pleinement intégré l'édifice et son site dans le document de planification le plus important rédigé à l'égard de la capitale nationale. L'emplacement précis de l'édifice et la conception de la place publique ont été définis en fonction du centre commercial prévu (la rue Vittoria restructurée), la position du flanc des édifices gouvernementaux et de la rue Wellington embellie ».



Plan de situation proposé, Jacques Gréber, 1937

La construction de l'ECSC a commencé en octobre 1938. Le Canada entre en guerre l'année suivante et, malgré le gel des projets de construction du gouvernement, la construction de l'ECSC commence. Le bâtiment est achevé à la hâte en 1940 et réquisitionné en 1941 pour soutenir l'effort de guerre du Canada. À la fin de la Seconde Guerre mondiale, le gouvernement fait de nouveau appel aux services de Cormier pour rénover l'édifice après son utilisation militaire et en achever les détails architecturaux et l'intérieur. La CSC et les Cours fédérales emménagent dans l'édifice en 1946.

L'ECSC compte cinq étages au-dessus du niveau du sol (sous-sol, rez-de-chaussée, 1^{er}, 2^e et 3^e étages) et un étage sous le niveau du sol (sous-sol inférieur). Il a une superficie brute de 30 825 m², une superficie louable de 12 370 m² et une superficie utilisable de 11 340 m². La plupart des locaux sont des locaux à usage particulier qui sont propres à la CSC et à la Cour fédérale et constituent l'emplacement où des activités particulières et essentielles au programme judiciaire sont exercées. Les autres locaux comprennent des locaux de soutien communs qui sont offerts de manière générique à tous les étages et des locaux de soutien réservés propres au programme.

Situé sur un promontoire rocheux sur un site de 2,38 hectares, l'édifice possède une charpente en acier et un parement en granit. Le toit emprunté au style Château comporte des rangées de lucarnes et un parement en cuivre. Les portes, les cadres, les fenêtres et les grilles extérieurs ont un fini en bronze. Deux puits de lumière encadrent la salle d'audience de la CSC, et baignent de lumière naturelle la salle d'audience ainsi que les espaces de circulation intérieurs. Les murs intérieurs sont fabriqués en terre cuite ou en brique et recouverts de placages de plâtre, de marbre, de noyer et d'acajou.

Malgré le fait que plusieurs projets ont été entrepris au cours des années, l'ECSC n'a pas fait l'objet d'une rénovation intégrale depuis l'achèvement de la construction.

En 1988, l'édifice a été désigné « édifice du patrimoine classé » par le [Bureau d'examen des édifices fédéraux du patrimoine](#) en raison de son importance historique considérable, de sa conception et de ses détails architecturaux impressionnants, de son emplacement de premier plan dans le paysage d'Ottawa et de ce qu'il représente en tant que site d'intérêt national ([Référence du rapport BEEFP 87-034](#)).

L'emplacement et l'architecture de l'édifice ont eu, à l'époque de sa construction, un rôle de premier plan dans la création du nouvel ensemble fédéral en train de voir le jour à l'ouest de la Colline du Parlement. L'importance symbolique des lieux s'est accrue au fil des ans, en même temps que le pouvoir et l'influence exercés par la Cour suprême. Comme siège de la CSC, l'édifice est devenu le symbole familier des instances supérieures du système juridique canadien.

La CSC a pris de l'importance à l'intérieur d'un édifice qui est une représentation éloquente et tridimensionnelle du rôle de la CSC au Canada. M. Cormier a démontré comment l'idéal classique de la clarté et de la logique mis au service des idéaux démocratiques et les valeurs traditionnelles des matériaux nobles et de l'exécution habile pouvaient être modifiés pour tenir compte de l'esprit de l'époque, sans perdre leur impact visuel et leur pouvoir symbolique.

Même si ses activités ont été transférées de l'ECSC en 2003 à des installations louées distinctes, la Cour fédérale conserve quand même un droit d'accès aux locaux des salles d'audience de l'ECSC. Les juges et le personnel y sont affectés, au besoin, pour certaines causes particulières portées devant les tribunaux fédéraux. Deux salles d'audience situées au rez-de-chaussée sont réservées à la Cour fédérale.

2.2. La réparation et l'entretien ne suffisent plus

Les principaux systèmes et composants de l'ECSC dépassent leur date de première réhabilitation du cycle de vie. Des réparations d'urgence, des travaux d'entretien et certains travaux de conservation ont été entrepris depuis les années 1990 en vue de maintenir l'occupation de l'ECSC. Ces mesures ne peuvent être totalement étudiées et déterminées avec précision tant que l'ECSC n'est pas vidé et mis hors service. Dans certains cas, les systèmes mécaniques et électriques de l'édifice sont situés derrière les finitions patrimoniales et il est possible qu'ils soient intégrés dans la structure de l'édifice. En conséquence, l'infrastructure des systèmes n'a pas été entièrement entretenue depuis sa construction, et sa réhabilitation exigera une intervention importante à l'égard des composantes valorisées du patrimoine.

Les travaux seront complexes, longs et coûteux par comparaison avec les travaux de réhabilitation d'un édifice non patrimonial. Le projet exigera une planification importante, la consultation d'experts, des techniques de conservation reconnues et le recours aux services d'artisans compétents.

2.3. Garage

Le garage n'a pas fait l'objet d'une réhabilitation importante depuis sa construction initiale et son état est maintenant de passable à mauvais. L'état de détérioration du garage causé par les infiltrations d'eau et le sel de déglçage a été examiné dans un rapport de faisabilité et d'enquête de 2010¹. Selon le rapport, la membrane imperméable était à peine fonctionnelle et avait permis à l'eau d'infiltrer la dalle en béton; la détérioration était telle que l'acier de renforcement était exposé. Les infiltrations d'eau étaient si importantes que des bacs d'égouttement ont été installés en vue de gérer et diriger l'écoulement de l'eau.

¹ Rapport de faisabilité et d'investigations : Réhabilitation du garage de la Cour Suprême du Canada, DFS Inc. Architecture et design, 2010.

2.4. Escarpement nord

L'escarpement presque vertical adjacent à l'ECSC a été fortement coupé à environ 6 m de son profil initial avec le pied de l'escarpement en vue de créer une voie à la base de l'escarpement adjacent à la rivière des Outaouais. Cette mesure, combinée à une gestion du drainage inadéquate au-dessus de la falaise, a contribué aux ruissellements d'eau qui ont accru l'érosion et les infiltrations d'eau dans le calcaire déjà fracturé. L'eau qui s'infiltre contribue à l'amplification des cycles de gel et de dégel, au levage de glace et à la propagation de végétaux envahissants qui exacerbent le processus d'érosion naturel en augmentant les fractures de roches et en causant la décompression des roches. L'escarpement présente une instabilité possible, des risques de basculement et de chutes par gravité qui pourraient être causés par l'érosion de blocs ou de colonnes de roches entaillés et par l'érosion des roches sous l'effet du gel et du dégel. De plus, l'état des boulons d'ancrage en profondeur doit être étudié davantage.

La capacité structurale de l'assise rocheuse du garage doit faire l'objet d'une étude approfondie, principalement parce que sa stabilité structurelle a une incidence directe sur la structure de l'ECSC, le remplacement du garage et la capacité de construire des locaux supplémentaires réservés aux programmes, de possibles tunnels de ventilation et des infrastructures délocalisées ou nouvelles dans le cadre du projet.

2.5. Structure

La structure principale se compose de dalles de plancher en béton coulé et de dalles en béton préfabriquées appuyées sur des poutres porteuses et des colonnes portantes en acier. La fondation est construite de murs en béton renforcés qui portent directement sur l'assise rocheuse.

La charge de conception structurelle initiale est en général conforme aux exigences actuelles du code en ce qui concerne les charges dues à la gravité et au vent, mais non les charges sismiques, une exigence intégrée au code du bâtiment après la construction de l'édifice. Le renforcement sismique, dans le cadre de la réhabilitation de l'édifice, permettra de traiter les éléments structurels et non structurels, y compris l'ajout de charpentes contreventées structurelles en acier. La mise à niveau de la structure aurait une incidence sur l'interconnexion et la retenue du granit extérieur, la maçonnerie, le cadre en acier encastré de béton ainsi que les murs de contreventement et les murs écrans en béton. Les mises à niveau sismiques non structurelles toucheraient la connexion des panneaux de toit préfabriqués affixés au cadre en acier; les cheminées; la connexion et la retenue latérale des murs en maçonnerie intérieurs; le nouveau soutien des supports de rangement et des plafonds; et les soutiens latéraux des composantes mécaniques et électriques.

2.6. Enveloppe extérieure

Une étude de dépistage de la maçonnerie extérieure², effectuée entre 2011 et 2013, a permis de déterminer diverses questions touchant le système d'enveloppe de l'édifice et les interventions nécessaires pour maintenir l'intégrité de l'enveloppe. Depuis 2017, des travaux d'urgence ont été entrepris en vue de réparer et de corriger les éléments défectueux de l'enveloppe de l'édifice.

La plupart des fenêtres en acier sont les fenêtres d'origine en acier à battants en bronze, protégées par des contre-fenêtres. Les deux fenêtres sont à simple vitrage et divisées en plusieurs meneaux. Les cadres des fenêtres sont corrodés et ont été peints fréquemment. Les joints d'étanchéité des fenêtres fuient, la quincaillerie des fenêtres ne fonctionne plus et les fenêtres ne sont plus carrées.

² Édifice de la Cour suprême du Canada : Projet de réparations de maçonnerie, Direction de la conservation du patrimoine, SPAC, 2011-2013.

Les panneaux de maçonnerie en granit présentent des déplacements, des taches, des fissures et du soulèvement. Le déplacement des panneaux peut indiquer des chaînages inadéquats ou une détérioration des chaînes entre les panneaux en granit et les parois de maçonnerie de secours ou la rouille des colonnes en acier encastrées dans la maçonnerie. L'état des joints de mortier va de passable à mauvais. Des infiltrations d'eau causées par des joints ouverts et des problèmes de toiture, de gouttières, de système de dégivrage et de drainage ont été observées. Les assises de pierre supérieures sont visiblement humides toute l'année. Des études physiques sont nécessaires pour déterminer l'ampleur des dommages causés aux panneaux de pierre et à la structure en acier de soutien.

L'ECSC comporte un certain nombre de cheminées et de tours le long du périmètre de l'édifice et dans les deux cours. Plusieurs cheminées fonctionnent et sont liées aux foyers situés à divers endroits dans l'édifice. D'autres ne fournissent qu'un équilibre esthétique à la conception de l'édifice. Les cheminées le long de la façade nord ont été démantelées et reconstruites en 2003 et celles le long des façades est et ouest ont été réorientées en 2004. L'étude de 2011-2013 a également indiqué que les cheminées situées dans les puits de lumière présentaient des joints de mortier manquants et des liaisons médiocres avec les panneaux de granit. Les cheminées et les tours nécessitent un renforcement sismique dans le cadre de la mise à niveau générale sismique de l'édifice.

2.7. Conditions ambiantes

Un relevé des matériaux contenant de l'amiante de 2012 a confirmé la présence d'amiante friable et non friable dans l'édifice³. Le relevé se limitait aux zones accessibles. La présence d'amiante a notamment été relevée dans l'isolation des conduits, le plâtre et les carreaux de sol. On soupçonne la présence de matériaux contenant de l'amiante cachés derrière les finitions patrimoniales. Étant donné que l'édifice a été construit à la fin des années 1930, à l'époque où l'amiante était ajouté au plâtre comme agent de renforcement, on soupçonne que tout le plâtre de l'édifice contient de l'amiante friable.

2.8. Accès à l'édifice

Plusieurs études sur l'accessibilité ont fait état de l'accès difficile à l'édifice, du manque de bureaux accessibles et de locaux de soutien. Il faut apporter des améliorations physiques à l'intérieur et à l'extérieur de l'ECSC pour assurer la conformité aux politiques gouvernementales sur l'accessibilité et la sécurité et aux normes et règlements connexes.

3. ÉNONCÉS DE VISION

3.1. Énoncé de vision de la CSC

La CSC a élaboré son énoncé de vision concernant le projet de réhabilitation, comme suit :

La réhabilitation de l'emblématique ECSC et de son cadre permettra d'optimiser les locaux et les technologies afin d'appuyer la Cour et ses services en assurant et en renforçant l'indépendance et la dignité de la Cour et de la magistrature.

3.2. Énoncé de vision de l'équipe de projet de SPAC

Dans le cadre de la vision de la CSC, SPAC a élaboré son propre énoncé de vision en tenant compte du mandat plus général de SPAC et de l'évolution continue de la vision à long terme pour la Cité judiciaire, comme suit :

³ Rapport sur les substances désignées, TPSGC, 2012.

Expression matérielle de notre engagement envers la démocratie et le principe de la liberté, la réhabilitation de l'ECSC et de son paysage vise à optimiser les locaux et les technologies en vue d'appuyer les activités futures de la Cour et ses services. En améliorant l'ouverture et l'accessibilité de la Cour suprême du Canada, de ses juges, de son personnel et de ses visiteurs, la réhabilitation permettra d'assurer l'indépendance de la magistrature.

Le changement à l'intérieur de la Cité judiciaire doit être effectué de manière à équilibrer les besoins changeants des tribunaux et d'autres utilisateurs avec les engagements directeurs visant à préserver la primauté historique, environnementale et symbolique du site.

4. BUT DE LA RÉHABILITATION

4.1. Exigences générales

La réhabilitation de l'ECSC sera difficile, surtout à la lumière de sa valeur patrimoniale. Toutefois, la réhabilitation offre des possibilités de protéger, d'améliorer et de conserver les principaux éléments de l'édifice qui contribuent à sa valeur patrimoniale considérable.

Le but de la réhabilitation est d'assurer un cycle de vie de 125 ans ou plus pour la fondation du bâtiment, la superstructure et l'enveloppe du bâtiment une fois le projet terminé.

Les priorités pangouvernementales et de SPAC qui doivent être prises en compte dans le cadre de la réhabilitation de l'ECSC font partie des activités suivantes :

- assainir l'environnement par l'élimination des substances dangereuses;
- mettre à niveau de l'accessibilité pour répondre à la Norme d'accès facile aux biens immobiliers et à la Conception accessible pour l'environnement bâti – Association canadienne de normalisation (CAN/CSA-B651-18) et ses suppléments;
- assurer la conservation d'un patrimoine emblématique « classé »;
- inclure des caractéristiques autochtones et faire participer des Autochtones au projet;
- respecter les principes directeurs élaborés à l'égard de la vision et du plan d'aménagement à long terme relatifs aux cités parlementaire et judiciaire, qui comprennent la prise en compte des risques pour la santé et la sécurité des occupants et du public découlant de l'état détérioré de l'ECSC; la modernisation de l'édifice en vue de répondre aux besoins de la CSC du XXI^e siècle; le renforcement de la sécurité pour les occupants et le public; et l'augmentation considérable de la durabilité de l'ECSC, y compris la réduction de ses émissions de GES;
- assurer la conformité à la *Loi canadienne sur l'accessibilité*, au *Règlement sur la santé et la sécurité au travail*, à la *Politique sur la gestion des biens immobiliers* et au *Code national du bâtiment du Canada* (CNBC).

En général, les difficultés et les possibilités du projet sont les suivantes :

- mettre à niveau l'édifice afin de respecter le CNBC tout en préservant les éléments caractéristiques de la valeur patrimoniale de l'ECSC;
- intégrer les mises à niveau technologiques et respecter les exigences en matière de sécurité conformément à la pratique exemplaire de conservation patrimoniale;
- réhabiliter l'ECSC afin qu'il soit pleinement en mesure de répondre à ses utilisations prévues et de s'adapter aux utilisations futures, au besoin, avec des modifications limitées;
- assurer l'utilisation à long terme de l'édifice et la santé et sécurité de ses occupants et visiteurs grâce aux améliorations apportées à la structure, à l'enveloppe de l'édifice et aux systèmes de soutien;
- réaliser des travaux pour résoudre des problèmes de santé et sécurité qui traînent depuis longtemps, y compris les sorties de secours, la réduction des matières dangereuses et le remplacement des systèmes et équipements mécaniques et

- électriques;
- développer des systèmes, des réseaux et de l'équipement de technologie de l'information appropriés, durables, sûrs et évolutifs;
- offrir un environnement sécuritaire pour les occupants de l'ECSC et le public.

4.2. Travaux préparatoires

Des travaux préparatoires sont nécessaires et se divisent en deux étapes principales. La première étape se déroulera après la mise sur pied de l'équipe de projet avec l'expert-conseil en architecture et génie et le directeur des travaux, et la deuxième étape commencera une fois que l'ECSC sera vacant.

Dans la mesure du possible, la première étape consistera en une étude intrusive et destructive sur divers secteurs et composants de l'ECSC et ses environs afin de recueillir et d'analyser les renseignements essentiels à la conception. Ces études auront lieu lorsque la CSC ne siégera pas, sous réserve de la disponibilité des ressources. Le transfert de la CSC à l'Édifice commémoratif de l'Ouest et des biens patrimoniaux aux installations d'entreposage constituera les dernières activités avant la deuxième étape.

La deuxième étape des travaux préparatoires comprend, sans toutefois s'y limiter, ce qui suit :

- la reconfiguration des services publics du site, comme l'approvisionnement en eau, les canalisations d'égout pluvial et sanitaire, la vapeur centrale et l'eau fraîche, et l'approvisionnement en électricité, y compris l'énergie de secours;
- la mise hors service et la déconnexion des systèmes de l'édifice;
- l'installation de systèmes temporaires de chauffage et de protection contre les incendies;
- la préparation du site;
- l'accès continu aux routes et aux trottoirs entourant le site, etc.

4.3. Renforcement sismique

Selon les documents historiques, la structure de l'ECSC a probablement été conçue uniquement aux fins des charges dues au vent et à la gravité. Les charges de conception sismique ont été intégrées aux codes nationaux du bâtiment du Canada seulement dans les années 1960. L'évaluation sismique initiale⁴ indique que dans toutes les zones, à l'exception des étages supérieurs, l'édifice est déficient par rapport au niveau de force de 60 % exigé par la politique⁵ de SPAC. Dans son état actuel, l'édifice a une résistance allant de 23 % à 33 % des niveaux de force prévus dans le CNBC de 2010. S'il existait une connexion adéquate entre les éléments structuraux résistants à la charge latérale pour assurer le transfert de la charge totale pour englober tous les éléments de l'assemblage, ces valeurs pourraient aller de 51 % à 73 %.

En plus du stress sur la structure de l'édifice pendant un séisme, d'autres composants, comme les murs de fond en maçonnerie, les cheminées, l'ancrage du revêtement extérieur en granit, les panneaux de toit en béton préfabriqués, les cloisons intérieures en terre cuite et les armatures de toit, présentent un risque pour l'intégrité de l'édifice et pour la sécurité des occupants. L'examen des dessins existants et les études sur place indiquent que de tels liens ne sont pas adéquats actuellement.

⁴ Évaluation sismique : Options sismiques structurelles, coûts et commentaires; Cleland Jardine Engineering, 2014.

⁵ Résistance sismique des édifices de TPSGC, SPAC, 2001.

4.4. Garage

Aucune section du garage ne répond à l'exigence du CNBC concernant la surcharge de 250 lb/pi², ce qui signifie que le pont-garage et les colonnes de soutien et leurs semelles doivent être entièrement remplacés.

4.5. Stabilisation de l'escarpement

L'ECSC se situe sur un escarpement rocheux d'une longueur d'environ 135 m et d'une hauteur d'environ 20 m. L'escarpement subit une détérioration et une déstabilisation accélérées qui présentent un risque pour la santé et la sécurité des utilisateurs du parc Cliff au nord-ouest de l'ECSC et le long du sentier récréatif au bas de l'escarpement. SPAC a amorcé les travaux pour stabiliser l'escarpement en vue d'empêcher que la roche tombe sur les utilisateurs des parcs et des sentiers.

Toutefois, une évaluation structurelle du garage effectuée en 2013 a permis de déceler des roches fracturées et une assise rocheuse dégradée dans le garage⁶. Il faut étudier plus à fond l'assise rocheuse sous le tracé du garage pour déterminer si elle a la capacité structurelle de soutenir l'ECSC à long terme.

4.6. Conservation du patrimoine

La réhabilitation de l'ECSC vise à conserver et à réhabiliter la structure, l'enveloppe et le tissu de l'édifice par l'application de normes de conservation fondées sur les pratiques exemplaires, équilibrées avec une expression architecturale contemporaine respectueuse. L'objectif est de combiner la conservation des éléments patrimoniaux avec la fonctionnalité d'une CSC moderne.

L'étendue et la qualité de la conservation seront conformes aux principes et aux lignes directrices contenus dans le document [Normes et lignes directrices pour la conservation des lieux patrimoniaux au Canada](#), aux recommandations du Bureau d'examen des édifices fédéraux du patrimoine (BEEFP) et à la pratique exemplaire en matière de conservation. Le degré de conservation devra être soigneusement planifié et contrôlé à l'étape de la mise en œuvre.

4.7. Locaux judiciaires

Au fil des ans, l'importance du système de justice du Canada s'est accrue à mesure que s'étendait l'influence de la CSC à l'échelle nationale et internationale. L'ECSC a été conçu à l'origine pour loger la CSC, la Cour de l'Échiquier et 60 employés. Toutefois, l'ECSC compte aujourd'hui plus de 300 occupants.

Selon les estimations, il manque plus de 3 000 m² de locaux. Si ce déficit n'est pas réglé, du personnel non essentiel pourrait être réinstallé dans des locaux voisins. En vue de préserver l'intégrité patrimoniale de l'ECSC, il faut trouver des locaux supplémentaires dans une vaste reconfiguration de locaux non patrimoniaux pour la plupart, et au moyen de gains d'efficacité opérationnelle et de l'application des normes d'aménagement du milieu de travail du gouvernement, le cas échéant.

L'utilisation des technologies interactives et de diffusion dans les salles d'audience comme dans les salles de réunion, limitée à l'heure actuelle, devrait s'accroître.

⁶ Garage de la Cour suprême du Canada, rapport d'état et évaluation structurelle, Cleland Jardine Engineering Ltd., 2013.

4.8. Nouveaux systèmes de l'édifice

De nouveaux systèmes mécaniques et électriques doivent remplacer les vieux systèmes existants qui n'ont pas été conçus pour des usages modernes, sans parler des locaux et des activités judiciaires d'aujourd'hui. Des systèmes de distribution et de contrôle de l'air frais, de technologies de l'information interopérables et de sécurité suffisants formeront la base d'un bâtiment intelligent qui répondra aux besoins des occupants pour plusieurs années à venir.

La mise en œuvre d'initiatives d'économies d'énergie, d'écologisation et de réduction des émissions de GES exige une planification, une conception et une construction minutieuses de l'enveloppe de l'ECSC, et l'atteinte d'un juste équilibre entre les exigences spatiales, les nouveaux aménagements intérieurs et les zones de sécurité.

4.9. Sécurité et accès améliorés

Les principaux éléments du projet qui requièrent une conception et une construction soigneuses qui tiennent compte de la conservation de l'édifice iconique et de son site sont les suivants :

- des aménagements adaptés pour toutes les personnes handicapées;
- des mesures appropriées de contrôle de l'accès à l'édifice;
- une approche commune en vue de l'utilisation publique ouverte et sécuritaire des terrains à l'intérieur du district fédéral au nord de la rue Wellington.

4.10. Durabilité

Le Canada a déposé la quatrième version de la [Stratégie fédérale de développement durable](#) en 2019 qui vise la réduction des émissions de GES de 30 % et des émissions des édifices fédéraux de 40 % d'ici 2030 et une consommation énergétique nette zéro d'ici 2050. La réhabilitation prévue de l'ECSC doit permettre de réaliser ces objectifs à l'aide d'une conception et d'une construction intégrées et complètes.

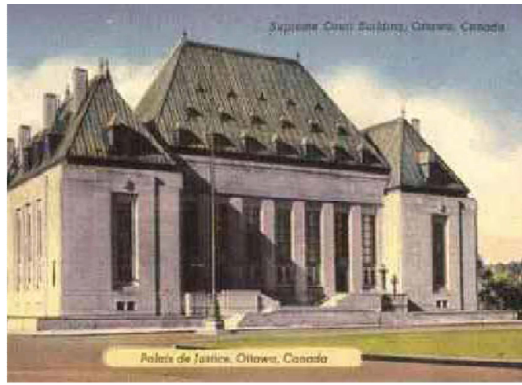
4.11. Substances désignées

De nombreux rapports sur les substances désignées ont fait état de la présence de matériaux contenant l'amiante friable et non friable, du plomb, de la silice, du mercure, des biphényles polychlorés (BPC) et d'autres matières dangereuses. Les relevés ont été effectués pendant l'occupation de l'édifice, de sorte qu'ils ont porté sur des échantillons de surface minimaux. En vue de confirmer l'étendue et l'emplacement complets des matières dangereuses dans l'ensemble de l'édifice, un relevé approfondi et intrusif doit être effectué.

4.12. Site et aménagement paysager

Les travaux d'amélioration et d'aménagement paysager du site comprennent les routes, les sentiers, les escaliers, les rampes, les clôtures, l'éclairage des façades et l'éclairage de sécurité pour piétons.

Trouver un juste équilibre entre l'utilisation et l'aménagement changeants du site de l'ECSC au fil du temps, comme l'illustre l'image ci-dessous, par rapport au plan initial élaboré par M. Gréber et le principe d'urbanisme « Ville et État » présentera des difficultés sur le plan de la conception.



Absence d'arbres sur l'avant-cour de l'ECSC avant 1970.

Source : Geenerpasture.com

L'élaboration d'un plan de situation intégré avec la Cité parlementaire en évolution, de même que les modifications importantes qui sont actuellement apportées au bâtiment et au site de la centrale de chauffage et de refroidissement Cliff, immédiatement à l'ouest de l'ECSC, présenteront d'importantes difficultés en matière de conception et d'approbation dans le cadre du projet.

5. ENVERGURE DU PROJET

Ce projet d'importance nationale s'apparentera, en ce qui a trait à sa portée et à sa complexité, à la réhabilitation de l'édifice de l'Ouest de la Colline du Parlement, du complexe Macdonald à Toronto ou de l'hôtel de ville de Manchester, au Royaume-Uni.

6. DURÉE DU PROJET

Les travaux de conception et de construction du projet pourraient prendre huit ans ou plus, selon la ou les options approuvées pour la mise en œuvre.

7. ÉQUIPE DE PROJET

L'équipe de projet sera formée d'employés de SPAC, de l'équipe de conception (experts-conseils en architecture et génie), du directeur des travaux, d'occupants du système judiciaire, de tiers fournisseurs de services de soutien (gestion de coûts, de temps et de projet) et peut-être d'autres intervenants.

La modélisation des données du bâtiment (MDB) constituera une exigence centrale dans la conception et la construction, et donnera lieu à un modèle d'enregistrement (d'après exécution) hautement interopérable aux fins de l'exploitation courante de l'édifice après l'achèvement du projet.

La mise sur pied d'un bureau de projet aux fins d'échanges et de collaboration est envisagée près du site de l'ECSC, essentiellement en vue de faciliter le processus de conception. Le bureau de projet devrait comprendre une « grande salle » et des technologies interactives de MDB. SPAC comprend que les membres de l'équipe de conception et de l'équipe du directeur des travaux doivent rester en contact avec leur bureau principal ou local. Par conséquent, il n'est pas prévu que tous les membres de l'équipe de conception et de l'équipe du directeur des travaux soient présents à temps plein et en tout temps au bureau de projet.

Un bureau de chantier complet et doté de technologies de connectivité et de soutien appuyant l'équipe du directeur des travaux, un effectif suffisant de membres de l'équipe de conception et certains membres du personnel de SPAC et des Services de soutien à la gestion de projet est essentiel en vue de la planification et de la surveillance des études, des projets habilitants et des principaux travaux de réhabilitation. La taille et le personnel du bureau de chantier devraient s'accroître à mesure que les principaux travaux de construction s'accéléreront.

8. INTERVENANTS

Les intervenants concernés par la réhabilitation de l'ECSC se trouvent partout au pays, car la CSC est le plus haut tribunal du Canada et occupe l'un des édifices les plus faciles à reconnaître dans la capitale. Toutefois, un certain nombre d'intervenants utilisent régulièrement l'édifice et les ressources de la Cour (les salles d'audience, la bibliothèque, etc.) et ont un intérêt profond et constant pour la fonctionnalité, l'apparence, la santé, la sûreté, la sécurité et les activités quotidiennes de l'ECSC.

Principaux intervenants

- Cour suprême du Canada;
- Cour fédérale et les Services administratifs des tribunaux judiciaires;
- Gendarmerie royale du Canada (protection judiciaire).

Autres intervenants

- la Commission de la capitale nationale;
- Parcs Canada (BEEFP);
- la Gendarmerie royale du Canada (terrains);
- la Ville d'Ottawa;
- les autorités compétentes;
- les Canadiens en général.

ANNEXE B – LISTE DE VÉRIFICATION DES EXIGENCES RELATIVES À LA SÉCURITÉ (LVERS)



Government of Canada
Gouvernement du Canada

Contract Number / Numéro du contrat

EH900-20-1608

Security Classification / Classification de sécurité
UNCLASSIFIED

SECURITY REQUIREMENTS CHECK LIST (SRCL)

LISTE DE VÉRIFICATION DES EXIGENCES RELATIVES À LA SÉCURITÉ (LVERS)

PART A - CONTRACT INFORMATION / PARTIE A - INFORMATION CONTRACTUELLE	
1. Originating Government Department or Organization / Ministère ou organisme gouvernemental d'origine Public Works and Government Services Canada	2. Branch or Directorate / Direction générale ou Direction RPS
3. a) Subcontract Number / Numéro du contrat de sous-traitance	3. b) Name and Address of Subcontractor / Nom et adresse du sous-traitant
4. Brief Description of Work / Brève description du travail Construction Management services for Supreme Court rehabilitation project	
5. a) Will the supplier require access to Controlled Goods? / Le fournisseur aura-t-il accès à des marchandises contrôlées? <input checked="" type="checkbox"/> No / Non <input type="checkbox"/> Yes / Oui	
5. b) Will the supplier require access to unclassified military technical data subject to the provisions of the Technical Data Control Regulations? / Le fournisseur aura-t-il accès à des données techniques militaires non classifiées qui sont assujetties aux dispositions du Règlement sur le contrôle des données techniques? <input checked="" type="checkbox"/> No / Non <input type="checkbox"/> Yes / Oui	
6. Indicate the type of access required / Indiquer le type d'accès requis	
6. a) Will the supplier and its employees require access to PROTECTED and/or CLASSIFIED information or assets? / Le fournisseur ainsi que les employés auront-ils accès à des renseignements ou à des biens PROTÉGÉS et/ou CLASSIFIÉS? (Specify the level of access using the chart in Question 7. c) / (Préciser le niveau d'accès en utilisant le tableau qui se trouve à la question 7. c) <input type="checkbox"/> No / Non <input checked="" type="checkbox"/> Yes / Oui	
6. b) Will the supplier and its employees (e.g. cleaners, maintenance personnel) require access to restricted access areas? No access to PROTECTED and/or CLASSIFIED information or assets is permitted. / Le fournisseur et ses employés (p. ex. nettoyeurs, personnel d'entretien) auront-ils accès à des zones d'accès restreintes? L'accès à des renseignements ou à des biens PROTÉGÉS et/ou CLASSIFIÉS n'est pas autorisé. <input checked="" type="checkbox"/> No / Non <input type="checkbox"/> Yes / Oui	
6. c) Is this a commercial courier or delivery requirement with no overnight storage? / S'agit-il d'un contrat de messagerie ou de livraison commerciale sans entreposage de nuit? <input checked="" type="checkbox"/> No / Non <input type="checkbox"/> Yes / Oui	
7. a) Indicate the type of information that the supplier will be required to access / Indiquer le type d'information auquel le fournisseur devra avoir accès	
Canada <input checked="" type="checkbox"/>	NATO / OTAN <input type="checkbox"/>
7. b) Release restrictions / Restrictions relatives à la diffusion	
No release restrictions / Aucune restriction relative à la diffusion <input checked="" type="checkbox"/>	All NATO countries / Tous les pays de l'OTAN <input type="checkbox"/>
Not releasable / À ne pas diffuser <input type="checkbox"/>	
Restricted to: / Limité à: <input type="checkbox"/>	Restricted to: / Limité à: <input type="checkbox"/>
Specify country(ies): / Préciser le(s) pays:	Specify country(ies): / Préciser le(s) pays:
7. c) Level of Information / Niveau d'information	
PROTECTED A / PROTÉGÉ A <input type="checkbox"/>	NATO UNCLASSIFIED / NATO NON CLASSIFIÉ <input type="checkbox"/>
PROTECTED B / PROTÉGÉ B <input type="checkbox"/>	NATO RESTRICTED / NATO DIFFUSION RESTREINTE <input type="checkbox"/>
PROTECTED C / PROTÉGÉ C <input type="checkbox"/>	NATO CONFIDENTIAL / NATO CONFIDENTIEL <input type="checkbox"/>
CONFIDENTIAL / CONFIDENTIEL <input type="checkbox"/>	NATO SECRET / NATO SECRET <input type="checkbox"/>
SECRET <input checked="" type="checkbox"/>	COSMIC TOP SECRET / COSMIC TRÈS SECRET <input type="checkbox"/>
TOP SECRET <input type="checkbox"/>	
TRÈS SECRET <input type="checkbox"/>	
TOP SECRET (SIGINT) <input type="checkbox"/>	
TRÈS SECRET (SIGINT) <input type="checkbox"/>	

TBS/SCT 350-103(2004/12)

Security Classification / Classification de sécurité
UNCLASSIFIED

Canada



Government of Canada
Gouvernement du Canada

Contract Number / Numéro du contrat

EH900-20-1608

Security Classification / Classification de sécurité
UNCLASSIFIED

PART A (continued) / PARTIE A (suite)

8. Will the supplier require access to PROTECTED and/or CLASSIFIED COMSEC information or assets?
Le fournisseur aura-t-il accès à des renseignements ou à des biens COMSEC désignés PROTÉGÉS et/ou CLASSIFIÉS? ☒ No ☐ Yes
Non Oui

If Yes, indicate the level of sensitivity:

Dans l'affirmative, indiquer le niveau de sensibilité :

9. Will the supplier require access to extremely sensitive INFOSEC information or assets?
Le fournisseur aura-t-il accès à des renseignements ou à des biens INFOSEC de nature extrêmement délicate? ☒ No ☐ Yes
Non Oui

Short Title(s) of material / Titre(s) abrégé(s) du matériel :

Document Number / Numéro du document :

PART B - PERSONNEL (SUPPLIER) / PARTIE B - PERSONNEL (FOURNISSEUR)

10. a) Personnel security screening level required / Niveau de contrôle de la sécurité du personnel requis

☒ RELIABILITY STATUS
COTE DE FIABILITÉ ☐ CONFIDENTIAL
CONFIDENTIEL ☒ SECRET
SECRET ☐ TOP SECRET
TRÈS SECRET ☐ TOP SECRET - SIGINT
TRÈS SECRET - SIGINT ☐ NATO CONFIDENTIAL
NATO CONFIDENTIEL ☐ NATO SECRET
NATO SECRET ☐ COSMIC TOP SECRET
COSMIC TRÈS SECRET

☒ SITE ACCESS
ACCÈS AUX EMPLACEMENTS

Special comments: ☒ See project specific classification guide for reliability, site access, and secret personnel.

Commentaires spéciaux :

NOTE: If multiple levels of screening are identified, a Security Classification Guide must be provided.

REMARQUE : Si plusieurs niveaux de contrôle de sécurité sont requis, un guide de classification de la sécurité doit être fourni.

10. b) May unscreened personnel be used for portions of the work?
Du personnel sans autorisation sécuritaire peut-il se voir confier des parties du travail? ☒ No ☐ Yes
Non Oui

If Yes, will unscreened personnel be escorted?

Dans l'affirmative, le personnel en question sera-t-il escorté? ☒ No ☐ Yes
Non Oui

PART C - SAFEGUARDS (SUPPLIER) / PARTIE C - MESURES DE PROTECTION (FOURNISSEUR)

INFORMATION / ASSETS / RENSEIGNEMENTS / BIENS

11. a) Will the supplier be required to receive and store PROTECTED and/or CLASSIFIED information or assets on its site or premises?
Le fournisseur sera-t-il tenu de recevoir et d'entreposer sur place des renseignements ou des biens PROTÉGÉS et/ou CLASSIFIÉS? ☐ No ☒ Yes
Non Oui

11. b) Will the supplier be required to safeguard COMSEC information or assets?
Le fournisseur sera-t-il tenu de protéger des renseignements ou des biens COMSEC? ☒ No ☐ Yes
Non Oui

PRODUCTION

11. c) Will the production (manufacture, and/or repair and/or modification) of PROTECTED and/or CLASSIFIED material or equipment occur at the supplier's site or premises?
Les installations du fournisseur serviront-elles à la production (fabrication et/ou réparation et/ou modification) de matériel PROTÉGÉ et/ou CLASSIFIÉ? ☒ No ☐ Yes
Non Oui

INFORMATION TECHNOLOGY (IT) MEDIA / SUPPORT RELATIF À LA TECHNOLOGIE DE L'INFORMATION (TI)

11. d) Will the supplier be required to use its IT systems to electronically process, produce or store PROTECTED and/or CLASSIFIED information or data?
Le fournisseur sera-t-il tenu d'utiliser ses propres systèmes informatiques pour traiter, produire ou stocker électroniquement des renseignements ou des données PROTÉGÉS et/ou CLASSIFIÉS? ☒ No ☐ Yes
Non Oui

11. e) Will there be an electronic link between the supplier's IT systems and the government department or agency?
Disposera-t-on d'un lien électronique entre le système informatique du fournisseur et celui du ministère ou de l'agence gouvernementale? ☒ No ☐ Yes
Non Oui

TBS/SCT 350-103(2004/12)

Security Classification / Classification de sécurité
UNCLASSIFIED

Canada



Government of Canada
Gouvernement du Canada

Contract Number / Numéro du contrat

EH900-20-1608

Security Classification / Classification de sécurité
UNCLASSIFIED

PART C - (continued) / PARTIE G - (suite)

For users completing the form manually use the summary chart below to indicate the category(ies) and level(s) of safeguarding required at the supplier's site(s) or premises.
Les utilisateurs qui remplissent le formulaire manuellement doivent utiliser le tableau récapitulatif ci-dessous pour indiquer, pour chaque catégorie, les niveaux de sauvegarde requis aux installations du fournisseur.

For users completing the form online (via the Internet), the summary chart is automatically populated by your responses to previous questions.
Dans le cas des utilisateurs qui remplissent le formulaire en ligne (par Internet), les réponses aux questions précédentes sont automatiquement saisies dans le tableau récapitulatif.

SUMMARY CHART / TABLEAU RÉCAPITULATIF

Category Catégorie	PROTECTED PROTÉGÉ			CLASSIFIED CLASSIFIÉ			NATO				COMSEC					
	A	B	C	CONFIDENTIAL	SECRET	TOP SECRET	NATO RESTRICTED	NATO CONFIDENTIAL	NATO SECRET	COSMIC TOP SECRET	PROTECTED PROTÉGÉ			CONFIDENTIAL	SECRET	TOP SECRET
				CONFIDENTIAL		THIS SECRET	NATO DIFFUSION RESTREINTE	NATO CONFIDENTIAL		COSMIC TOP SECRET	A	B	C	CONFIDENTIAL		THIS SECRET
Information / Assets Renseignements / Éléments Production					✓											
IT Media / Support TI																
IT Link / Lien Électronique																

12. a) Is the description of the work contained within this SRCL PROTECTED and/or CLASSIFIED?
La description du travail visé par la présente LVERS est-elle de nature PROTÉGÉE et/ou CLASSIFIÉE?

☒ No
Non ☐ Yes
Oui

If Yes, classify this form by annotating the top and bottom in the area entitled "Security Classification".
Dans l'affirmative, classifiez le présent formulaire en indiquant le niveau de sécurité dans la case intitulée « Classification de sécurité » au haut et au bas du formulaire.

12. b) Will the documentation attached to this SRCL be PROTECTED and/or CLASSIFIED?
La documentation associée à la présente LVERS sera-t-elle PROTÉGÉE et/ou CLASSIFIÉE?

☒ No
Non ☐ Yes
Oui

If Yes, classify this form by annotating the top and bottom in the area entitled "Security Classification" and indicate with attachments (e.g. SECRET with Attachments).
Dans l'affirmative, classifiez le présent formulaire en indiquant le niveau de sécurité dans la case intitulée « Classification de sécurité » au haut et au bas du formulaire et indiquez qu'il y a des pièces jointes (p. ex. SECRET avec des pièces jointes).

Projet de réhabilitation de l'Édifice de la Cour suprême du Canada

GUIDE DE CLASSIFICATION DE SÉCURITÉ

pour

la demande de qualification (DDQ) et la demande de propositions (DDP) relatives aux services de gestion de la construction (GC) EH900-201608

NIVEAU DE SÉCURITÉ	APPLICABILITÉ
<p>Personnel : secret (niveau II)</p> <p>Entrepreneur ou sous-traitant : Attestation de sécurité d'installation (niveau Secret) et cote de protection des documents</p>	<p>Tous les services et travaux strictement liés à ce qui suit :</p> <ol style="list-style-type: none"> 1) la gestion des travaux de construction et du projet; 2) les services et travaux de sécurité; 3) l'analyse structurale et balistique; 4) la conception de la technologie de l'information et l'installation des composants; 5) les autres membres du personnel comme suit : <ol style="list-style-type: none"> i. le gestionnaire principal de la conception; ii. le gestionnaire principal des coûts; iii. le gestionnaire principal des risques; iv. le gestionnaire principal des achats.
<p>Personnel : accès au site</p> <p>Sous-traitants : vérification d'organisation désignée</p>	<p>Tout membre du personnel ne détenant pas l'attestation de niveau Fiabilité ou Secret</p>
<p>Personnel : cote de fiabilité</p> <p>Sous-traitants : vérification d'organisation désignée</p>	<p>Tous les membres du personnel liés à la déconstruction.</p>

ANNEXE C – CALCUL DE L'INDEXATION

Calcul d'indexation - 2019 Valeur des coûts de construction

Année 2020	Années	Exemple* Coûts de construction	StatsCan Valeur d'indexation %	Indexation Annuelle	Somme cumulatives des Valeurs d'indexation	Somme cumulative de l'indexation
	2002		3.2			
	2003		3.1			
	2004		7.1			
-15	2005	151,494,621 \$	3.8	5,756,796 \$	157,251,417 \$	3.8%
-14	2006		6.4	10,064,091 \$	167,315,507 \$	10.4%
-13	2007		5.6	9,369,668 \$	176,685,176 \$	16.6%
-12	2008		8.7	15,371,610 \$	192,056,786 \$	26.8%
-11	2009		-1.6	-3,072,909 \$	188,983,877 \$	24.7%
-10	2010		4.7	8,882,242 \$	197,866,120 \$	30.6%
-9	2011		5.4	10,684,770 \$	208,550,890 \$	37.7%
-8	2012		1.4	2,919,712 \$	211,470,603 \$	39.6%
-7	2013		-0.5	-1,057,353 \$	210,413,250 \$	38.9%
-6	2014		1.7	3,577,025 \$	213,990,275 \$	41.3%
-5	2015		1.6	3,423,844 \$	217,414,119 \$	43.5%
-4	2016		1.1	2,391,555 \$	219,805,674 \$	45.1%
-3	2017		3.1	6,813,976 \$	226,619,650 \$	49.6%
-2	2018		7.0	15,863,376 \$	242,483,026 \$	60.1%
-1	2019		3.1	7,516,974 \$	250,000,000 \$	65.0%

Année 2020	Années	Exemple* Coûts de construction	StatsCan Valeur d'indexation %	Indexation Annuelle	Somme cumulatives des Valeurs d'indexation	Somme cumulative de l'indexation
	2002		3.2			
	2003		3.1			
	2004		7.1			
-15	2005	272,690,318 \$	3.8	10,362,232 \$	283,052,550 \$	3.8%
-14	2006		6.4	18,115,363 \$	301,167,913 \$	10.4%
-13	2007		5.6	16,865,403 \$	318,033,316 \$	16.6%
-12	2008		8.7	27,668,899 \$	345,702,215 \$	26.8%
-11	2009		-1.6	-5,531,235 \$	340,170,980 \$	24.7%
-10	2010		4.7	15,988,036 \$	356,159,016 \$	30.6%
-9	2011		5.4	19,232,587 \$	375,391,602 \$	37.7%
-8	2012		1.4	5,255,482 \$	380,647,085 \$	39.6%
-7	2013		-0.5	-1,903,235 \$	378,743,849 \$	38.9%
-6	2014		1.7	6,438,645 \$	385,182,495 \$	41.3%
-5	2015		1.6	6,162,920 \$	391,345,415 \$	43.5%
-4	2016		1.1	4,304,800 \$	395,650,214 \$	45.1%
-3	2017		3.1	12,265,157 \$	407,915,371 \$	49.6%
-2	2018		7.0	28,554,076 \$	436,469,447 \$	60.1%
-1	2019		3.1	13,530,553 \$	450,000,000 \$	65.0%

Indice des prix de la construction de bâtiments non-résidentiels d'Ottawa

<http://www5.statcan.gc.ca/cansim/>

* Exemple: L'achèvement du projet après décembre 2004

FORMULAIRE 1

FORMULAIRE D'IDENTIFICATION DU RÉPONDANT		
Dénomination sociale complète du répondant <i>[Remarque à l'intention des répondants : Il incombe aux répondants qui font partie d'une entreprise de désigner la bonne entreprise.]</i>		
Nom commercial du répondant (le cas échéant) :		
Représentant autorisé du répondant aux fins d'évaluation (p. ex., pour des précisions)	Nom :	
	Titre :	
	Adresse :	
	N° de téléphone :	
	N° de cellulaire :	
	Courriel :	
Numéro d'entreprise-approvisionnement (NEA) du répondant <i>[Note à l'intention des répondants : Le NEA fourni doit correspondre à la dénomination sociale utilisée dans la réponse. Si ce n'est pas le cas, on établira le répondant en fonction de la dénomination sociale fournie, et le répondant devra fournir le NEA qui correspond à cette dernière.]</i>		
Dans le cas d'une coentreprise, il faut aussi fournir les renseignements suivants : Veillez noter : Si le contrat est attribué à une coentreprise, cette dernière devra demander un nouveau numéro d'entreprise-approvisionnement (NEA).	Nom de chaque membre de la coentreprise :	
	Rôle et expertise de chaque membre de la coentreprise :	
	Nom du représentant de la coentreprise, c'est-à-dire le membre choisi par les autres membres pour les représenter, le cas échéant	
	Nom de la coentreprise, s'il y a lieu	
Signature du représentant autorisé du répondant	_____	

FORMULAIRE 2 — FORMULAIRE DE RÉFÉRENCE DU CLIENT
PROJET DE STRUCTURE N° 1

À remplir par le client (référence de projet) :

La présente confirme que : _____

a exécuté des travaux dans le cadre du projet suivant : _____.

Point	Détails du projet	Réponse
1	Nom du projet :	
2	Emplacement du projet :	
3	Description des travaux réalisés pour le <i>projet de structure</i> : <i>Projet de structure</i> : désigne des travaux d'ingénierie structurelle importante démontrant l'utilisation d'approches non traditionnelles qui ont entraîné des travaux immobiliers autonomes ou qui sont intégrés à un édifice.	
4	Le projet a-t-il été <i>terminé</i> et, dans l'affirmative, à quel moment l'a-t-il été ou est-il <i>en cours</i> ? <i>Achevé</i> : désigne un projet à l'égard duquel toutes les modalités du contrat ont été respectées, un certificat définitif d'achèvement a été délivré ou une facture définitive a été payée, et la date inscrite sur le certificat ou l'effet de paiement correspond à la date d'achèvement. <i>En cours</i> : désigne un projet présentement en cours et entrepris après le 31 décembre 2004 dont au moins 50 % des coûts de construction ont été facturés à la date de clôture de la présente DDQ.	Achevé (OUI ou NON) Date d'achèvement : _____ En cours (OUI ou NON)
5	Quelle était la <i>valeur totale des travaux de construction</i> (taxes en sus)? <i>Valeur des travaux de construction</i> : désigne le coût définitif du contrat (en dollars canadiens) conclu entre le client et l'entreprise, y compris toutes les modifications. Dans le cas d'un projet <i>en cours</i> , il s'agit du prix au moment de la présentation de la soumission, y compris tous les modificatifs. Le Canada indexera le coût de construction en dollars canadiens de 2019, de la façon indiquée à l'annexe C — Calcul de l'indexation. La valeur de la construction présentée en monnaie autre qu'en dollars canadiens sera convertie selon le taux de change publié par la Banque du Canada à la date d'achèvement du projet représentatif.	
6	Quels étaient les services fournis liés aux rôles et responsabilités suivants : <ul style="list-style-type: none"> • gestion de projets ou de programmes; • gestion des chantiers et des travaux de construction; • gestion de la conception; • gestion des coûts; • gestion des risques; • gestion de l'approvisionnement; 	

	<ul style="list-style-type: none">• gestion de la qualité.	
7	Quelle était l'étendue de la participation dans le contexte des services décrits ci-dessus pour les étapes suivantes : <ul style="list-style-type: none">• conception schématique ou concept du design;• élaboration de la conception;• trousse de conception;• processus d'appel d'offres et d'attribution du contrat;• construction et mise en service;• après-construction et période de garantie.	
Le présent projet respecte toutes les exigences énumérées ci-dessus. Les travaux désignés ont été réalisés à notre satisfaction, conformément aux modalités du contrat, à l'échéancier et au budget convenus d'un accord commun.		
Renseignements sur le client :		
Nom (référence de projet) du client : _____		
Titre (référence de projet) du client : _____		
Signature de la personne-ressource du projet du client et date : _____		
Nom (référence de projet) du client : _____		
Adresse électronique du client (cité en référence) : _____		
Renseignements sur l'entrepreneur :		
Nom de l'entrepreneur : _____		
Numéro de téléphone de l'entrepreneur : _____		
Courriel de l'entrepreneur : _____		

FORMULAIRE 3 — FORMULAIRE DE RÉFÉRENCE DU CLIENT
PROJET DE STRUCTURE N° 2

À remplir par le client (référence de projet) :

La présente confirme que : _____

a exécuté des travaux dans le cadre du projet suivant : _____.

Point	Détails du projet	Réponse
1	Nom du projet :	
2	Emplacement du projet :	
3	Description des travaux réalisés pour le <i>projet de structure</i> : <i>Projet de structure</i> : désigne des travaux d'ingénierie structurelle importante démontrant l'utilisation d'approches non traditionnelles qui ont entraîné des travaux immobiliers autonomes ou qui sont intégrés à un édifice.	
4	Le projet a-t-il été <i>terminé</i> et, dans l'affirmative, à quel moment l'a-t-il été ou est-il <i>en cours</i> ? <i>Achevé</i> : désigne un projet à l'égard duquel toutes les modalités du contrat ont été respectées, un certificat définitif d'achèvement a été délivré ou une facture définitive a été payée, et la date inscrite sur le certificat ou l'effet de paiement correspond à la date d'achèvement. <i>En cours</i> : désigne un projet présentement en cours et entrepris après le 31 décembre 2004 dont au moins 50 % des coûts de construction ont été facturés à la date de clôture de la présente DDQ.	Achevé (OUI ou NON) Date d'achèvement : _____ En cours (OUI ou NON)
5	Quelle était la <i>valeur totale des travaux de construction</i> (taxes en sus)? <i>Valeur des travaux de construction</i> : désigne le coût définitif du contrat (en dollars canadiens) conclu entre le client et l'entreprise, y compris toutes les modifications. Dans le cas d'un projet <i>en cours</i> , il s'agit du prix au moment de la présentation de la soumission, y compris tous les modificatifs. Le Canada indexera le coût de construction en dollars canadiens de 2019, de la façon indiquée à l'annexe C — Calcul de l'indexation. La valeur de la construction présentée en monnaie autre qu'en dollars canadiens sera convertie selon le taux de change publié par la Banque du Canada à la date d'achèvement du projet représentatif.	
6	Quels étaient les services fournis liés aux rôles et responsabilités suivants : <ul style="list-style-type: none"> • gestion de projets ou de programmes; • gestion des chantiers et des travaux de construction; • gestion de la conception; • gestion des coûts; • gestion des risques; • gestion de l'approvisionnement; 	

	<ul style="list-style-type: none">• gestion de la qualité.	
7	Quelle était l'étendue de la participation dans le contexte des services décrits ci-dessus pour les étapes suivantes : <ul style="list-style-type: none">• conception schématique ou étude conceptuelle;• élaboration de la conception;• trousse de conception;• processus d'appel d'offres et d'attribution du contrat;• construction et mise en service;• après-construction et période de garantie.	
Le présent projet respecte toutes les exigences énumérées ci-dessus. Les travaux désignés ont été réalisés à notre satisfaction, conformément aux modalités du contrat, à l'échéancier et au budget convenus d'un accord commun.		
Renseignements sur le client :		
Nom (référence de projet) du client : _____		
Titre (référence de projet) du client : _____		
Signature de la personne-ressource du projet du client et date : _____		
Nom (référence de projet) du client : _____		
Adresse électronique du client (cité en référence) : _____		
Renseignements sur l'entrepreneur :		
Nom de l'entrepreneur : _____		
Numéro de téléphone de l'entrepreneur : _____		
Courriel de l'entrepreneur : _____		

FORMULAIRE 4 — FORMULAIRE DE RÉFÉRENCE DU CLIENT
PROJET PATRIMONIAL N° 1

À remplir par le client (référence de projet) :

La présente confirme que : _____

a exécuté des travaux dans le cadre du projet suivant : _____.

Point	Détails du projet	Réponse
1	Nom du projet :	
2	Emplacement du projet :	
3	<p>Description des travaux réalisés pour le <i>projet patrimonial</i> :</p> <p><i>Projet patrimonial</i> : désigne un projet de construction ou de rénovation dans ou sur un <i>site, un édifice ou un monument patrimonial</i> qui nécessite des travaux de conservation du patrimoine y compris, sans toutefois s'y limiter, un ou plusieurs des travaux suivants fournis par un corps de métier du patrimoine :</p> <ul style="list-style-type: none"> la conservation des pierres et des briques extérieures, ce qui comprend la stabilisation, le rejointoiement, le ragréage, le rattachage ou la consolidation et le nettoyage du recouvrement en pierre ou en brique définissant le caractère patrimonial de l'immeuble, et/ou le remplacement par des pièces similaires des détails sculptés ou des solins obligatoires sur les surfaces irrégulières; des travaux de conservation du plâtre qui comprennent la réparation des plafonds historiques (plats ou en voûte) ou des travaux de plâtrage à des fins décoratives comprenant le ragréage, le rattachage ou la consolidation, ou encore le renforcement à l'aide de méthodes de conservation connues qui consistent à créer des moules et des pièces coulées; la conservation des pièces en métal, ce qui comprend la modification, l'assemblage, la restauration et la réinstallation des portes, des grilles, des auvents, des luminaires et des autres objets décoratifs ainsi que l'application d'une nouvelle finition sur ces éléments, ou la fabrication de répliques des portes et le moulage de nouveaux bras de lumière à l'aide des moules des bras de lumière originaux; la conservation des fenêtres en acier, y compris la réparation ou le remplacement par des pièces similaires des éléments manquants et la modernisation des éléments existants à l'aide d'une quincaillerie compatible; l'application de peinture compatible avec la peinture existante et d'autres revêtements ou finitions décoratives à l'intérieur des édifices patrimoniaux; la conservation des revêtements de sol et des plaintes en marbre, en bois, en céramique et en terrazzo, ce qui comprend la réparation, le nettoyage, le remplacement limité par des pièces similaires, l'application d'un nouveau scellant ou l'injection de coulis. <p><i>Site, édifice ou monument patrimonial</i> : désigne un site, un édifice ou un monument patrimonial désigné (ou possédant une désignation d'un niveau plus élevé comme celui d'édifice classé ou l'équivalent dans la localité), c'est-à-dire un édifice ayant été officiellement reconnu par une autorité compétente en vertu des cadres législatif et stratégique du droit applicables, ou ayant démontré son admissibilité</p>	

	pour une telle désignation en vertu des lois fédérales ou provinciales, ou l'équivalent.	
4	<p>Le projet a-t-il été <i>terminé</i> et, dans l'affirmative, à quel moment l'a-t-il été ou est-il <i>en cours</i>?</p> <p><i>Achevé</i> : désigne un projet à l'égard duquel toutes les modalités du contrat ont été respectées, un certificat définitif d'achèvement a été délivré ou une facture définitive a été payée, et la date inscrite sur le certificat ou l'effet de paiement correspond à la date d'achèvement.</p> <p><i>En cours</i> : désigne un projet présentement en cours et entrepris après le 31 décembre 2004 dont au moins 50 % des coûts de construction ont été facturés à la date de clôture de la présente DDQ.</p>	<p>Achevé (OUI ou NON)</p> <p>Date d'achèvement : _____</p> <p>En cours (OUI ou NON)</p>
5	<p>Quelle était la <i>valeur totale des travaux de construction</i> (taxes en sus)?</p> <p><i>Valeur des travaux de construction</i> : désigne le coût définitif du contrat (en dollars canadiens) conclu entre le client et l'entreprise, y compris toutes les modifications. Dans le cas d'un projet <i>en cours</i>, il s'agit du prix au moment de la présentation de la soumission, y compris tous les modificatifs. Le Canada indexera le coût de construction en dollars canadiens de 2019, de la façon indiquée à l'annexe C — Calcul de l'indexation. La valeur de la construction présentée en monnaie autre qu'en dollars canadiens sera convertie selon le taux de change publié par la Banque du Canada à la date d'achèvement du projet représentatif.</p>	
6	<p>Quels étaient les services fournis liés aux rôles et responsabilités suivants :</p> <ul style="list-style-type: none"> • gestion de projets ou de programmes; • gestion des chantiers et des travaux de construction; • gestion de la conception; • gestion des coûts; • gestion des risques; • gestion de l'approvisionnement; • gestion de la qualité. 	
7	<p>Quelle était l'étendue de la participation dans le contexte des services décrits ci-dessus pour les étapes suivantes :</p> <ul style="list-style-type: none"> • conception schématique ou étude conceptuelle; • élaboration de la conception; • trousse de conception; • processus d'appel d'offres et d'attribution du contrat; • construction et mise en service; • après-construction et période de garantie. 	
Le présent projet respecte toutes les exigences énumérées ci-dessus. Les travaux désignés ont été réalisés à notre satisfaction, conformément aux modalités du contrat, à l'échéancier et au budget convenus d'un accord commun.		

Renseignements sur le client :

Nom (référence de projet) du client : _____

Titre (référence de projet) du client : _____

Signature de la personne-ressource du projet du client et date : _____

Nom (référence de projet) du client : _____

Adresse électronique du client (cité en référence) :
_____**Renseignements sur l'entrepreneur :**

Nom de l'entrepreneur : _____

Numéro de téléphone de l'entrepreneur : _____

Courriel de l'entrepreneur : _____

FORMULAIRE 5 — FORMULAIRE DE RÉFÉRENCE DU CLIENT
PROJET PATRIMONIAL N° 2

À remplir par le client (référence de projet) :

La présente confirme que : _____

a exécuté des travaux dans le cadre du projet suivant : _____.

Point	Détails du projet	Réponse
1	Nom du projet :	
2	Emplacement du projet :	
3	<p>Description des travaux réalisés pour le <i>projet patrimonial</i> :</p> <p><i>Projet patrimonial</i> : désigne un projet de construction ou de rénovation dans ou sur un <i>site, un édifice ou un monument patrimonial</i> qui nécessite des travaux de conservation du patrimoine y compris, sans toutefois s'y limiter, un ou plusieurs des travaux suivants fournis par un corps de métier du patrimoine :</p> <ul style="list-style-type: none"> la conservation des pierres et des briques extérieures, ce qui comprend la stabilisation, le rejointoiement, le ragréage, le rattachage ou la consolidation et le nettoyage du recouvrement en pierre ou en brique définissant le caractère patrimonial de l'immeuble, et/ou le remplacement par des pièces similaires des détails sculptés ou des solins obligatoires sur les surfaces irrégulières; des travaux de conservation du plâtre qui comprennent la réparation des plafonds historiques (plats ou en voûte) ou des travaux de plâtrage à des fins décoratives comprenant le ragréage, le rattachage ou la consolidation, ou encore le renforcement à l'aide de méthodes de conservation connues qui consistent à créer des moules et des pièces coulées; la conservation des pièces en métal, ce qui comprend la modification, l'assemblage, la restauration et la réinstallation des portes, des grilles, des auvents, des luminaires et des autres objets décoratifs ainsi que l'application d'une nouvelle finition sur ces éléments, ou la fabrication de répliques des portes et le moulage de nouveaux bras de lumière à l'aide des moules des bras de lumière originaux; la conservation des fenêtres en acier, y compris la réparation ou le remplacement par des pièces similaires des éléments manquants et la modernisation des éléments existants à l'aide d'une quincaillerie compatible; l'application de peinture compatible avec la peinture existante et d'autres revêtements ou finitions décoratives à l'intérieur des édifices patrimoniaux; la conservation des revêtements de sol et des plinthes en marbre, en bois, en céramique et en terrazzo, ce qui comprend la réparation, le nettoyage, le remplacement limité par des pièces similaires, l'application d'un nouveau scellant ou l'injection de coulis. <p><i>Site, édifice ou monument patrimonial</i> : désigne un site, un édifice ou un monument patrimonial désigné (ou possédant une désignation d'un niveau plus élevé comme celui d'édifice classé ou l'équivalent dans la localité), c'est-à-dire un édifice ayant été officiellement reconnu par une autorité compétente en vertu des cadres législatif et stratégique du droit applicables, ou ayant démontré son admissibilité</p>	

	pour une telle désignation en vertu des lois fédérales ou provinciales, ou l'équivalent.	
4	<p>Le projet a-t-il été <i>terminé</i> et, dans l'affirmative, à quel moment l'a-t-il été ou est-il <i>en cours</i>?</p> <p><i>Achevé</i> : désigne un projet à l'égard duquel toutes les modalités du contrat ont été respectées, un certificat définitif d'achèvement a été délivré ou une facture définitive a été payée, et la date inscrite sur le certificat ou l'effet de paiement correspond à la date d'achèvement.</p> <p><i>En cours</i> : désigne un projet présentement en cours et entrepris après le 31 décembre 2004 dont au moins 50 % des coûts de construction ont été facturés à la date de clôture de la présente DDQ.</p>	<p>Achevé (OUI ou NON)</p> <p>Date d'achèvement : _____</p> <p>En cours (OUI ou NON)</p>
5	<p>Quelle était la <i>valeur totale des travaux de construction</i> (taxes en sus)?</p> <p><i>Valeur des travaux de construction</i> : désigne le coût définitif du contrat (en dollars canadiens) conclu entre le client et l'entreprise, y compris toutes les modifications. Dans le cas d'un projet <i>en cours</i>, il s'agit du prix au moment de la présentation de la soumission, y compris tous les modificatifs. Le Canada indexera le coût de construction en dollars canadiens de 2019, de la façon indiquée à l'annexe C — Calcul de l'indexation. La valeur de la construction présentée en monnaie autre qu'en dollars canadiens sera convertie selon le taux de change publié par la Banque du Canada à la date d'achèvement du projet représentatif.</p>	
6	<p>Quels étaient les services fournis liés aux rôles et responsabilités suivants :</p> <ul style="list-style-type: none"> • gestion de projets ou de programmes; • gestion des chantiers et des travaux de construction; • gestion de la conception; • gestion des coûts; • gestion des risques; • gestion de l'approvisionnement; • gestion de la qualité. 	
7	<p>Quelle était l'étendue de la participation dans le contexte des services décrits ci-dessus pour les étapes suivantes :</p> <ul style="list-style-type: none"> • conception schématique ou étude conceptuelle; • élaboration de la conception; • troupes de conception; • processus d'appel d'offres et d'attribution du contrat; • construction et mise en service; • après-construction et période de garantie. 	
Le présent projet respecte toutes les exigences énumérées ci-dessus. Les travaux désignés ont été réalisés à notre satisfaction, conformément aux modalités du contrat, à l'échéancier et au budget convenus d'un accord commun.		

Renseignements sur le client :

Nom (référence de projet) du client : _____

Titre (référence de projet) du client : _____

Signature de la personne-ressource du projet du client et date : _____

Nom (référence de projet) du client : _____

Adresse électronique du client (cité en référence) : _____

Renseignements sur l'entrepreneur :

Nom de l'entrepreneur : _____

Numéro de téléphone de l'entrepreneur : _____

Courriel de l'entrepreneur : _____

FORMULAIRE 6 — FORMULAIRE DE RÉFÉRENCE DU CLIENT
PROJET COMPLEXE N° 1

À remplir par le client (référence de projet) :

La présente confirme que : _____

a exécuté des travaux dans le cadre du projet suivant : _____.

Point	Détails du projet	Réponse
1	Nom du projet :	
2	Emplacement du projet :	
3	<p>Description des travaux réalisés pour le <i>projet complexe</i> :</p> <p><i>Projet complexe</i> : désigne le projet de construction ou de rénovation qui comprend au moins trois (3) des caractéristiques suivantes :</p> <ul style="list-style-type: none"> • infrastructure publique (par exemple, musée, aéroport, hôpital, pont); • environnement spatial restreint (par exemple, région métropolitaine, masse terrestre limitée); • exigences élevées en matière de sécurité pour l'ensemble d'un établissement (par exemple, hôpital, palais de justice, laboratoire, prison, installation industrielle); • couches de circulation ou de programmation technique (par exemple, répercussions sur les piétons, transport en commun, systèmes locaux et centralisés, groupes d'utilisateurs multiples); • processus — contexte gouvernemental ou public (par exemple, nombreux organismes d'approbation, approbation ministérielle ou l'équivalent). 	
4	<p>Le projet a-t-il été <i>terminé</i> et, dans l'affirmative, à quel moment l'a-t-il été ou est-il <i>en cours</i>?</p> <p><i>Achévé</i> : désigne un projet à l'égard duquel toutes les modalités du contrat ont été respectées, un certificat définitif d'achèvement a été délivré ou une facture définitive a été payée, et la date inscrite sur le certificat ou l'effet de paiement correspond à la date d'achèvement.</p> <p><i>En cours</i> : désigne un projet présentement en cours et entrepris après le 31 décembre 2004 dont au moins 50 % des coûts de construction ont été facturés à la date de clôture de la présente DDQ.</p>	<p>Achévé (OUI ou NON)</p> <p>Date d'achèvement : _____</p> <p>En cours (OUI ou NON)</p>
5	<p>Quelle était la <i>valeur totale des travaux de construction</i> (taxes en sus)?</p> <p><i>Valeur des travaux de construction</i> : désigne le coût définitif du contrat (en dollars canadiens) conclu entre le client et l'entreprise, y compris toutes les modifications. Dans le cas d'un projet <i>en cours</i>, il s'agit du prix au moment de la présentation de la soumission, y compris tous les modificatifs. Le Canada indexera le coût de construction en dollars canadiens de 2019, de la façon indiquée à l'annexe C — Calcul de l'indexation. La valeur de la construction présentée en monnaie autre qu'en dollars canadiens</p>	

	sera convertie selon le taux de change publié par la Banque du Canada à la date d'achèvement du projet représentatif.	
6	<p>Le projet a-t-il été réalisé par le gestionnaire de la construction, le <i>concepteur-construteur</i> ou au moyen d'un <i>partenariat public-privé</i>?</p> <p><i>Gestionnaire de la construction</i> : désigne une entreprise de construction chargée de fournir des conseils et des services de gestion de la construction pendant l'étape de la conception et également chargée de réaliser les travaux de construction en conformité avec les dessins et les spécifications.</p> <p><i>Concepteur--constructeur</i> : désigne une entreprise ou un groupe d'entreprises qui conclut un contrat unique avec un propriétaire afin de fournir des services professionnels de conception ainsi que la construction dans le cadre du projet.</p> <p><i>Partenariat public-privé</i> : désigne un contrat à long terme établi entre une entité du secteur public et une entité du secteur privé qui prévoit la fourniture d'actifs et la prestation de services.</p>	
7	<p>Quels étaient les services fournis liés aux rôles et responsabilités suivants :</p> <ul style="list-style-type: none"> • gestion de projets ou de programmes; • gestion des chantiers et des travaux de construction; • gestion de la conception; • gestion des coûts; • gestion des risques; • gestion de l'approvisionnement; • gestion de la qualité. 	
8	<p>Quelle était l'étendue de la participation dans le contexte des services décrits ci-dessus pour les étapes suivantes :</p> <ul style="list-style-type: none"> • conception schématique ou étude conceptuelle; • élaboration de la conception; • trousse de conception; • processus d'appel d'offres et d'attribution du contrat; • construction et mise en service; • après-construction et période de garantie. 	
Le présent projet respecte toutes les exigences énumérées ci-dessus. Les travaux désignés ont été réalisés à notre satisfaction, conformément aux modalités du contrat, à l'échéancier et au budget convenus d'un accord commun.		
Renseignements sur le client :		
Nom (référence de projet) du client : _____		
Titre (référence de projet) du client : _____		
Signature de la personne-ressource du projet du client et date : _____		
Nom (référence de projet) du client : _____		
Adresse électronique du client (cité en référence) : _____		
Renseignements sur l'entrepreneur :		
Nom de l'entrepreneur : _____		

Numéro de téléphone de l'entrepreneur : _____

Courriel de l'entrepreneur : _____

FORMULAIRE 7 — FORMULAIRE DE RÉFÉRENCE DU CLIENT
PROJET COMPLEXE N° 2

À remplir par le client (référence de projet) :

La présente confirme que : _____

a exécuté des travaux dans le cadre du projet suivant : _____.

Point	Détails du projet	Réponse
1	Nom du projet :	
2	Emplacement du projet :	
3	<p>Description des travaux réalisés pour le <i>projet complexe</i> :</p> <p><i>Projet complexe</i> : désigne le projet de construction ou de rénovation qui comprend au moins trois (3) des caractéristiques suivantes :</p> <ul style="list-style-type: none"> • infrastructure publique (par exemple, musée, aéroport, hôpital, pont); • environnement spatial restreint (par exemple, région métropolitaine, masse terrestre limitée); • exigences élevées en matière de sécurité pour l'ensemble d'un établissement (par exemple, hôpital, palais de justice, laboratoire, prison, installation industrielle); • couches de circulation ou de programmation technique (par exemple, répercussions sur les piétons, transport en commun, systèmes locaux et centralisés, groupes d'utilisateurs multiples); • processus — contexte gouvernemental ou public (par exemple, nombreux organismes d'approbation, approbation ministérielle ou l'équivalent). 	
4	<p>Le projet a-t-il été <i>terminé</i> et, dans l'affirmative, à quel moment l'a-t-il été ou est-il <i>en cours</i>?</p> <p><i>Achévé</i> : désigne un projet à l'égard duquel toutes les modalités du contrat ont été respectées, un certificat définitif d'achèvement a été délivré ou une facture définitive a été payée, et la date inscrite sur le certificat ou l'effet de paiement correspond à la date d'achèvement.</p> <p><i>En cours</i> : désigne un projet présentement en cours et entrepris après le 31 décembre 2004 dont au moins 50 % des coûts de construction ont été facturés à la date de clôture de la présente DDQ.</p>	<p>Achévé (OUI ou NON)</p> <p>Date d'achèvement : _____</p> <p>En cours (OUI ou NON)</p>
5	<p>Quelle était la <i>valeur totale des travaux de construction</i> (taxes en sus)?</p> <p><i>Valeur des travaux de construction</i> : désigne le coût définitif du contrat (en dollars canadiens) conclu entre le client et l'entreprise, y compris toutes les modifications. Dans le cas d'un projet <i>en cours</i>, il s'agit du prix au moment de la présentation de la soumission, y compris tous les modificatifs. Le Canada indexera le coût de construction en dollars canadiens de 2019, de la façon indiquée à l'annexe C — Calcul de l'indexation. La valeur de la construction présenté en monnaie autre qu'en dollars canadiens</p>	

	sera convertie selon le taux de change publié par la Banque du Canada à la date d'achèvement du projet représentatif.	
6	<p>Le projet a-t-il été réalisé par le gestionnaire de la construction, le <i>concepteur-construteur</i> ou au moyen d'un <i>partenariat public-privé</i>?</p> <p><i>Gestionnaire de la construction</i> : désigne une entreprise de construction chargée de fournir des conseils et des services de gestion de la construction pendant l'étape de la conception et également chargée de réaliser les travaux de construction en conformité avec les dessins et les spécifications.</p> <p><i>Concepteur--constructeur</i> : désigne une entreprise ou un groupe d'entreprises qui conclut un contrat unique avec un propriétaire afin de fournir des services professionnels de conception ainsi que la construction dans le cadre du projet.</p> <p><i>Partenariat public-privé</i> : désigne un contrat à long terme établi entre une entité du secteur public et une entité du secteur privé qui prévoit la fourniture d'actifs et la prestation de services.</p>	
7	<p>Quels étaient les services fournis liés aux rôles et responsabilités suivants :</p> <ul style="list-style-type: none"> • gestion de projets ou de programmes; • gestion des chantiers et des travaux de construction; • gestion de la conception; • gestion des coûts; • gestion des risques; • gestion de l'approvisionnement; • gestion de la qualité. 	
8	<p>Quelle était l'étendue de la participation dans le contexte des services décrits ci-dessus pour les étapes suivantes :</p> <ul style="list-style-type: none"> • conception schématique ou étude conceptuelle; • élaboration de la conception; • trousse de conception; • processus d'appel d'offres et d'attribution du contrat; • construction et mise en service; • après-construction et période de garantie. 	
Le présent projet respecte toutes les exigences énumérées ci-dessus. Les travaux désignés ont été réalisés à notre satisfaction, conformément aux modalités du contrat, à l'échéancier et au budget convenus d'un accord commun.		
Renseignements sur le client :		
Nom (référence de projet) du client : _____		
Titre (référence de projet) du client : _____		
Signature de la personne-ressource du projet du client et date : _____		
Nom (référence de projet) du client : _____		
Adresse électronique du client (cité en référence) : _____		
Renseignements sur l'entrepreneur :		
Nom de l'entrepreneur : _____		

Numéro de téléphone de l'entrepreneur : _____

Courriel de l'entrepreneur : _____

